

# Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10<sup>e</sup> — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

## La trahison des Etats démocratiques acceptée, tolérée par la classe ouvrière assassine l'Espagne

Aux travailleurs de le comprendre et d'y mettre fin

Après plusieurs mois de sommeil, le comité de non-intervention de Londres vient de sortir de sa torpeur. L'unanimité des puissances s'est faite sur la proposition anglaise. Rétablir le contrôle terrestre et naval, et procéder au retrait des « volontaires ».

Le but visé, est simplement de fermer un peu plus encore la frontière française des Pyrénées. Les gouvernements en ont assez de ce peuple espagnol qui ne veut pas se laisser assassiner sans résistance. A chaque offensive de Franco, lorsque sous le délugé de feu qui s'abatit sur eux les valeureux miliciens, sans armes, étaient obligés de reculer, nos capitalistes se réjouissaient, entrevoquant toujours la victoire rapide des rebelles. Et ensuite il fallait déchanter, les travailleurs ibériques entraînaient l'offensive et Franco était obligé d'attendre de recevoir de ses amis Hitler et Mussolini le matériel qui lui est nécessaire pour reprendre une nouvelle offensive, qui obtenait le résultat des précédentes.

Chamberlain en fait une affaire personnelle. Son prestige, et cela à la veille des élections, est en baisse en Angleterre. Il faut qu'il puisse réaliser ces fameux accords de Rome, base de toute sa politique. Pour cela il veut hâter la victoire de Franco, comme le lui a reproché un leader de l'opposition aux Communes. Voilà ce que contient la fameuse proposition britannique. Et pendant que la frontière française et les ports gouvernementaux seront fermés, la frontière portugaise restera ouverte et Franco continuera de recevoir le matériel et les « volontaires » italiens et allemands. Jamais l'histoire n'a enregistré une aussi cruelle ironie.

Et c'est à ce plan que la France du Front populaire — car, sauf erreur, la majorité parlementaire est toujours Front populaire? — et la Russie soviétique ont donné leur adhésion. La Russie, sur la pression de la France et de l'Angleterre, a donné son acceptation « en faisant des réserves », c'est-à-dire juste ce qu'il faut pour permettre à Péri de démontrer par des explications embrouillées aux intoxiqués qui le lisent que l'URSS continue de défendre l'Espagne républicaine.

### Pour la 43<sup>e</sup> division

**La S.I.A. a fait un effort exceptionnel**

(Voir 4<sup>e</sup> page, les articles sur le tragique exode des miliciens et sur l'action pour le droit d'asile)

### Les flics sur les dents

Décidément les journalistes ont l'intention de faire attraper la jaunisse à l'équipe Sarrat et Cie. N'a-t-on pas fait courir le bruit que de nombreux anarchistes espagnols étaient rentrés en France avec des passeports pris sur des Français tués en Espagne, ce qui rend le contrôle des étrangers particulièrement difficile.

Et Sarrat qui a déjà eu un roi assassiné sous un de ses précédents ministères, ne dort plus. Le métier de flic en chef comporte bien des ennus, en vérité. Quand il ne s'agit que de veiller à la sécurité de réfugiés politiques des frères Rosselli ou d'Ignace Reiss, on ne se met point tant en peine. On ne s'inquiète pas de savoir si des policiers, fascistes, ou bolcheviks se sont déguisés en citoyens français pour perpétrer leurs crimes. Mais quand le « King » se déplace, quel branle-bas de combat!

Ce qui rend plus odieux encore cette non-intervention à sens unique, c'est que l'Italie se trouve dans une situation financière et économique désastreuse. Elle récolte du blé s'annoncent mauvaises, elle oblige Mussolini à acheter du froment à l'étranger, et il n'a pas d'or. Les aventures d'Ethiopie et d'Espagne ont totalement ruiné les finances italiennes. Il lui est totalement impossible de continuer ses aven-

res, il est dans l'obligation de faire appel au capital étranger, autrement dit, aux banquiers de la City. Et malgré ses cris, ses menaces, il se fait plus conciliant. C'est pourquoi il a accepté le plan britannique, qui va lui permettre d'obtenir l'emprunt dont il a besoin. Le plan ne rentrera pas en application avant six ou huit semaines, c'est-à-dire le temps de ravitailler Franco pour lui permettre sa prochaine offensive que tous veulent espérer cette fois « définitive ».

Cette farce dure depuis près de deux ans, et la classe ouvrière, à la remorque de ces partis de Front Populaire, laisse faire. Pour tous les « grands hommes » avoir encore confiance dans la victoire des gouvernementaux est une folie. Eh bien! nous sommes ces fous, nous croyons que la victoire est encore possible à condition que l'Espagne ouvrière reçoive des armes dont elle a besoin, autrement dit que cesse cette farce de la non-intervention.

Nous ne cécerons de répéter que le prolétariat ibérique est vaincu non par Franco ou ses alliés Mussolini et Hitler, mais par la trahison des Etats démocratiques. Trahison acceptée, tolérée par la classe ouvrière mondiale. Et c'est cette trahison qui doit prendre fin.



### LE CONGRÈS DE ROYAN (I)

## MARX et BAKOUNINE se rencontrent et discutent

par Sébastien Faure

J'ai dit que du Congrès de Royan, la S.F.I.O. est sortie vivante encore, bien que mutilée par l'amputation d'un de ses membres, mais que ce Congrès a porté en terre le socialisme lui-même.

Ce qu'il est intéressant et utile de savoir c'est à quel régime de maladie ce socialisme a succombé. Car il n'a pas été frappé de mort subite.

Depuis longtemps il était en proie à un mal incurable. Il était à prévoir que, après une agonie plus ou moins longue, il mourrait de ce mal.

Mais sur quoi reposait cette prévision?

Sur quoi? — Pour répondre à cette question et pour enlever à cette réponse ce qu'elle pourrait avoir de fatigante lourdeur, j'imagine Bakounine et Marx se rencontrant dans « le Royaume des Ombres » et j'ajoute un modeste chapitre aux Dialogues des Morts de Lucien de Samosate et de Fénelon.

Je place cette rencontre au lendemain du Congrès de Royan. Nos deux personnages en discutent et controversent notamment sur le ou les causes de la mort du socialisme. Au cours de ce dialogue Marx accuseraient ceux qui se disent ses dis-

ples d'avoir mal interprété sa doctrine et plus mal encore appliquée sa méthode. Il leur reprocheraient les errements, les tergiversations et les défaillances qui ont fait suite à cette inapplication et à cette interprétation erronée. Ils les blâmeraient durement d'avoir, en certaines circonstances, fait trop de concessions et, en d'autres conjonctures, de n'en avoir pas fait assez.

(Voir la suite en 6<sup>e</sup> page.)

(1) Voir le précédent numéro du *Libertaire*.

## Des vacances de la fidélité à la crainte de l'électeur

Maintenant que le Front populaire est mort et bien mort, maintenant que le programme sur lequel il s'est fait élire demeure vierge de toute réalisation, maintenant que les électeurs, bernés une fois de plus, peuvent mesurer l'abîme qui sépare les promesses électorales des réalités, le partage des responsabilités amène du grabuge dans les partis qui firent la conquête des masses populaires sous la même bannière de *Pain, Paix et Liberté*.

Ne parlons pas des radicaux qui ont déjà tiré leur épingle du jeu en se rapprochant de la droite et en laissant tomber leurs alliés d'hier.

C'est entre socialistes et communistes, que se manifeste avec le plus d'acuité, la mauvaise humeur vraiment « cordiale » qui caractérise les rapports des deux partis.

Les communistes, avec le cynisme inimitable qui les caractérise, dénoncent « les vacances de la fidélité » au programme du F.P., et en rejettent la responsabilité uniquement sur le dos des socialistes.

Le parti communiste se glorifie que dans les dix-neuf jours qu'a duré la session parlementaire, « il ait tout fait pour obtenir que les choses changent ».

Ainsi s'exprime Cogniot dans *l'Humanité* de mardi.

Le malheur, c'est que le Front populaire a duré un peu plus de dix-neuf jours... Et que les

promesses faites aux électeurs devaient être réalisées dans un temps minimum.

Certes, les staliniens ont raison de reprocher aux blanquistes leur carence et leur impéritie. Ils ont apporté un joli bilan de faillite : la non-intervention, les dévaluations, la fiscalité aggravée, la vie chère, les conquêtes sociales, acquises par l'action directe, menacées, les 40 heures abolies, et les Deux Cents Familles plus arrogantes que jamais, sans parler de l'agitation fasciste et réactionnaire triomphante.

Mais les responsabilités sont à répartir également sur tous les partis de la majorité, et d'abord sur les communistes. Leur emprise sur les masses leur permettait de mener une politique « active ». Ils n'ont su et voulu qu'organiser des démonstrations et des vociférations platoniques. Ils n'ont su que « terminer les grèves ».

Aujourd'hui, les uns et les autres, devant la crainte de l'électeur, s'accusent mutuellement. Car, au fait, la prochaine foire électorale n'est plus si loin... Et pour couillonner une fois de plus les porteurs de bulletin de vote, il s'agit de jouer serré.

Mais peut-être ceux-ci se souviendront-ils seulement en 1940 que les seuls résultats obtenus en 1936, le furent non par l'action électorale dont on mesure aujourd'hui mieux que jamais l'inanité et la nocivité, mais par l'action directe des travailleurs.

## Quels sont les idéologues ?

par Lashortes

L'optimisme renait décidément au camp des « démocrates ». Notre presse respire : les entreprises trop hardies des gouvernements totalitaires paraissent enfin jugulées. L'énergie dont viennent de faire preuve les gouvernements associés de Londres et de Paris semble avoir renversé heureusement la conjoncture jusqu'à présent défavorable. Et sans doute feint-on d'oublier, dans les organes du Front Populaire, que la collaboration de l'Angleterre a été achetée bien cher. Il a fallu adhérer pour cela à la politique de M. Chamberlain en Espagne et l'on sait que cette politique consiste à sacrifier délibérément les aspirations du peuple espagnol au profit de combinaisons ploutocratiques élaborées par la City et qu'en le front de représenter comme une tentative de médiation hautement humanitaire.

Ce n'est pas notre intention de les discuter objectivement ni d'examiner dans quelle mesure elles ont des chances de s'imposer. Nombre de facteurs peuvent intervenir — parmi lesquels la volonté des dictateurs d'imposer à tout prix la « justice de leur droit et celle du prolétariat espagnol de ne pas faire les frais de l'opération — qui peuvent modifier considérablement le cours des événements tel qu'il a été prévu par les hommes politiques franco-anglais. Mais au moins — dira-

t-on — la paix est sauve et voilà l'essentiel... Nous ne pouvons souscrire à ces assurances. Il suffit, pour s'en convaincre, d'examiner sur quelles indices celles-ci prétendent se fonder. Le premier, c'est que, grâce à la communauté d'action de la France et de l'Angleterre, le redoutable problème tchéco-slovaque est résolu. Les élections enfin terminées et sans autre incident ont permis de constater la force du gouvernement de Prague. Sans doute plus de 90% (un rien, comme on voit) des suffrages allemands se sont portés sur les candidats national-socialistes, partisans de la scission et du rattachement au Reich, mais l'essentiel est que ce rattachement soit, pour l'instant, évité. On espère bien que les négociations entre M. Hodza et les représentants du parti des Sudètes permettent un règlement convenable. En tout cas le prétexte d'une solution par la violence, c'est-à-dire par une intervention du Reich, est supprimé. On n'en demande plus davantage. La seconde raison de croire à la paix est dans les difficultés croissantes, pour ne pas dire les déboires, qu'éprouvent les gouvernements dictatoriaux. Hitler n'est pas encore parvenu à réaliser l'Anschluss, le véritable, celui qui fera de l'Autriche une province allemande semblable à la Bavière ou à la Westphalie. Ce n'est un secret pour personne que les Autrichiens,

nazis compris, résistent à la mise au pas et qu'en dépit des violences, s'affirme une volonté de tenir tête à l'oppression de Berlin. *Le Petit Parisien*, sous la plume de M. André Salmon, donne là-dessus des détails horribles (tel que la menace de grèves des « fossoyeurs du cimetière de Vienne ») et suggestifs qui permettent de croire qu'ils n'auront pas l'Autriche, pas plus qu'ils n'ont eu l'Alsace et la Lorraine et qui permettent à tout le moins d'espérer que le Reich occupé à digérer Vienne n'aura pas le loisir d'enquêter l'Europe. Enfin, le Duce, lui-même, apparaît fort gêné aux entournures par certains développements de la politique autarquique qu'il a imposé à l'Italie. Les récents entretiens entre le comte Ciano et M. Stoyadinovitch pour la fourniture du blé qui manque à l'Italie, sans que celle-ci soit à transférer de l'or, ne sont pas seulement la preuve d'un malaise économique que passeront, elles témoignent des difficultés de plus en plus redoutables auxquelles le fascisme doit faire face pour persévérer dans sa politique de prestige. Ici encore, par conséquent, il y a des chances pour la paix.

Nous ne réfuterons pas un à un ces arguments. Nous admettons aussi qu'ils ne puissent s'interpréter à l'inverse des gloses officielles. Mais à qui fera-t-on croire que la paix se fonde jamais sur de

Pourquoi faut-il qu'élus communistes et socialistes attendent les vacances parlementaires pour se rendre compte que les fonctionnaires et les vieux travailleurs attendent les réformes promises ?

pareilles bases. Il faudrait donc, pour qu'elle demeure, que les minorités allemandes de Tchécoslovaquie restent toujours sous le joug et que l'Allemagne et l'Italie voient s'éterniser les difficultés politiques où elles se débattent. Finalement et combien immorale perspective. Et si vain ! A-t-on déjà oublié ces années d'après-guerre où la France prétenait établir ainsi sa sécurité sur l'asservissement politique et la misère de l'Allemagne ? Qui en est-il résulté de bon ? Dans un temps où l'interdépendance économique généralise, à plus ou moins longue échéance, les dépressions aussi bien que la prospérité, va-t-on prendre son parti d'une politique qui fait du malheur ou des embarras de certaines nations la condition du bonheur des autres ?

En bien, non ! Dussions-nous passer pour des idéologues atteints, comme le dit Zironsky, de « pacifisme infantile » nous continuons à nous élever contre cette monstruosité. Au nom de la morale — pourquoi pas ? — au nom de la justice, au nom de la solidarité internationale, nous nous refusons à nous associer à cette politique de violence qui perpétue et agrave les causes profondes et réelles des conflits entre les peuples. Nous pensons qu'aucune paix n'est durable qui ne corrigerai pas les aberrations des traités et qui ne se préoccupera pas, comme l'écrivait une militante socialiste, de faire bouillir la soupe de l'Europe, de toute l'Europe, sans que personne ne soit mis au pain sec. Cette paix juste d'aucuns pensent encore que la politique de forces des démocraties solidement unies sur le terrain économique, diplomatique et militaire est capable de l'imposer. La motion votée pour le congrès des Indirectes l'affirme en termes péremptaires. C'est oublier que les démocraties sont décidées à conserver leurs positions imperialistes avec autant d'ardeur que les régimes de dictature veulent améliorer les leurs. Léa voulait bien l'idéologie !

Une telle paix, seul le prolétariat, parce qu'il est essentiellement désintéressé et pacifique, est capable de la vouloir et de la réaliser.

LASHORTES.

## Où l'odieux rejoind le ridicule

L'arrivée des souverains anglais en France vient d'avoir des résultats vraiment imprévus. Tout le monde se moque des précautions extraordinaires envisagées pour la protection de nos « hôtes royaux ». Mobiliser les officiers et sous-officiers de réserve, faire défler l'insignifiant George VI et son épouse entre les rangs de flics ; garnir les fenêtres des maisons sur leur passage de « bouteilles » en service et de « supplémentaires », apparaissent complètement ridicules, mais avec Sarraut, le ridicule rejoint toujours l'odieux.

Pourquoi toutes ces précautions ? L'idée ne viendra jamais à la pensée d'un militant révolutionnaire d'abattre un être aussi falot que ce roi de vaudeville qui ne peut apparaître sur l'écran sans immédiatement déclencher un immense éclat de rire tant il a l'air idiot. Mais pour prouver qu'il est un homme à poigne, l'homme du Sphinx fait traquer tous les militants anarchistes étrangers. La presse réactionnaire, toujours à l'affût d'une saloperie, a été jusqu'à imaginer que les « tueurs » de la F.A.I. auraient franchi les Pyrénées munis des papiers de militaires français tués en Espagne, pour accomplir leur « triste besogne ». Pourquoi pas toute la 43<sup>e</sup> division, pendant que nos journalistes étaient en vain d'imagination !

Ce sont des bobards de cette espèce qui « légitiment » les persécutions contre nos camarades étrangers. Il est des instants où l'on se demande si le Garraut ne voudrait pas voir ses craintes se réaliser.

Et pendant que ces faits scandaleux se produisent, les Cagoulards sont mis en liberté, les derniers qui demeurent emprisonnés sont mis au régime politique. Pourtant si notre gouvernement doit avoir des craintes pour la santé de son invité, c'est peut-être de ce côté qu'il devrait tourner les yeux. Ceux-là sont aux ordres de gouvernements qui verront sans doute avec plaisir le pauvre Jojo-le-Bégué passer de vie à trépas sur notre sol. Aux ordres de ces gouvernements, ils ont fait sauter les maisons de la rue de Presbourg, ils ont assassiné les frères Rosselli, ils se sont rendus coupable d'autre à tentats. Que Barrault et ses sous-ordres s'occupent donc de ces terroristes et qu'ils laissent tranquilles les travailleurs étrangers venus se réfugier en France.

## APRÈS LA FÊTE

Les camarades qui auraient encore des billets non payés d'entrée à la fête donnant droit à des lots gratuits répartis par tirage au sort sont priés de nous en adresser le montant le plus rapidement possible.

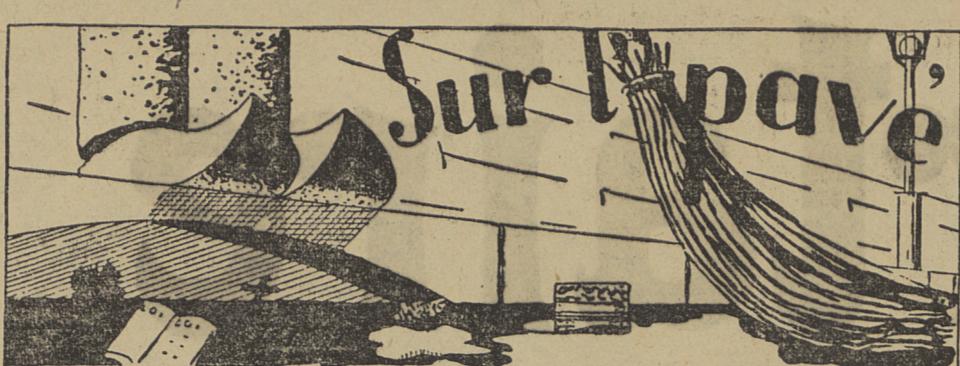
La remise des lots se fera, rappelons-le, à la fête de Garches qui aura lieu dans le courant d'août.

### Pour les Photographes

On verra en 6<sup>e</sup> page quelques-unes des photos que nous avons retenues, armes les mieux réussies.

Ajoutons que nous recevrons cette semaine encore les épreuves les meilleures et que la semaine prochaine nous en publions d'autres.

Enfin, prenez-en note, il y aura des prix pour les gagnants ! Deux jolies jumelles récompenseront les meilleurs praticiens de l'objectif.



### PROPOS D'UN PARIA

#### Trafic d'armes !...

Je comprends pourquoi les pacifistes plus ou moins intégraux sont devenus la bête noire d'un tas de gens et surtout des « pacifistes bellicistes », c'est-à-dire de ceux qui prétendent que pour avoir la paix, il faut d'abord faire la guerre.

Après la pluie, le beau temps. Après le massacre, l'accalmie, la paix.

Il faut être dénué de toute intelligence pour ne pas admettre ce raisonnement aussi simple que logique.

Comment peut-on apprécier à leur juste valeur les joies familiales et autres dans le bien-être et la liberté si l'on n'a pas eu à subir les effroyables drames que suscite la guerre ? Vous me direz que beaucoup de ceux qui font la guerre ne sont plus là... après ?

Arrêtez-vous !

Seriez-vous assez lâches, assez égoïstes pour ne pas consentir à faire le sacrifice de votre vie pour assurer quelques décades de paix à vos enfants, ou, si vous n'en avez pas, à ceux de vos semblables ?

Je sais que des personnes que je ne saurais trop qualifier de défaitistes ont proclamé, et tenté de prouver, les malheureux, à l'aide de chiffres, que la guerre ne paie pas !...

Encore une erreur qu'il convient d'effacer de l'esprit mal fait des théoriciens jumeaux qui l'ont commise.

S'ils avaient précisé : « la guerre ne paie pas tout le monde et encore moins ceux qui la font » ou « être seraient-ils tentés de leur donner raison. Mais la guerre paie. »

Elle paie les fabricants d'armes, les fourneuses divers des armées, elle enrichit un nombre considérable de malins, d'intermédiaires, de courtiers, partageant leur activité entre la vente de poison aux intoxiqués et celle d'outils de meurtre aux amateurs de carnage.

Les gazettes sont remplies des hauts faits de cette bande innombrable dont les ramifications s'étendent dans tous les pays du monde et qui tire sa subsistance dans l'exploitation de la folie des hommes.

Encore faut-il faire une différence entre l'intoxiqué et le guerrier.

Le premier ne s'en prend qu'à lui-même, tandis que le second entend faire d'exterminer tous ceux qui n'ont pas sur la manière de vivre en société le même point de vue que le sien.

Mais le marchand de mort ne s'inquiète pas de ces subtilités, il a des clients, de plus en plus nombreux, il roule auto somptueuse, sable le champagne avec les poules de luxe, habite château princier pendant que ses victimes tombent dans une tranchée boueuse ou agonisent lentement dans un hôpital.

Ses victimes ? C'est bientôt dit !

Il faut reconnaître qu'elles peuvent en bien des cas faire leur mauve !

Ce qui, du reste, ne les empêchera pas de crever bêtement, ou glorieusement, au choix.

Larue-Michel.

### N'Y TOUCHEZ PAS

Depuis qu'il n'est plus au pouvoir, Blum retrouve tout son esprit critique de grand « logicien ». Les conquêtes ouvrières trouvent en lui un défenseur acharné. Le dernier discours de Lebrun a eu le don de le faire cabrer. L'homme de l'Elysée ne parle-t-il pas de la nécessité du supplément d'efforts pour les travailleurs qui commandent la nécessité de la défaillance nationale.

Blum se dresse, il défend la semaine de 40 heures : « N'y touchez pas. » Mais pourquoi faut-il que Blum, dans le même article, se glorifie d'avoir obligé les patrons à y toucher.

Tout le passage serait à citer. Contentons-nous de cette seule phrase : « Il (Lebrun) n'a pas dû oublier davantage que nous n'avons pas rencontré le même empressement du côté patronal, et que, par exemple, les constructeurs de cellules nous déclareraient ne savoir que faire de supplément de cinq heures hebdomadaires qui était mis à leur disposition. »

Ainsi donc, les patrons se refusaient de saboter les 40 heures, et ce fut Blum, avec l'appui de la Fédération des Métaux, qui leur a forcé la main. Comme on peut voir, les intérêts des ouvriers étaient en de bonnes mains.

L'avenir est de taille ; mais alors pourquoi, aujourd'hui, s'écrier : n'y touchez pas ?

• • •

### CALOMNIEZ, CALOMNIEZ TOUJOURS

L'Humanité du 20 juin publie un entrefilet discret. Il s'agit d'une mise au point pour un article paru le 5 janvier. Cette mise au point a mis plus de six mois pour voir le jour, elle a vraiment pris le chemin des écoliers. Il est vrai que l'Humanité ne dit pas combien il y a de temps qu'elle a reçue.

Elle se rapporte à la malheureuse affaire Diaz-Martinez. Tous nos lecteurs se rappellent l'odieuse campagne de toute la presse bolchevique contre notre camarade Martinez, et courvant son cadavre des pires calomnies. Les agents de Staline ne reculeront pas devant la dénonciation à la police de camarades espagnols et italiens, coupables d'être les amis de Martinez, allant jusqu'à demander leur expulsion de France.

La mise au point émane de camarades qui avaient été mis en cause par l'Humanité, qu'elle accusait d'être des agents du fascio italien. Ces camarades vaguement sympathisants communistes, protestèrent contre une telle accusation. Il a fallu qu'ils attendent six mois, et sans doute pas mal de démarches, pour que leur rectification passe. Cette rectification est à jour hui sans effet. Pendant six mois ces camarades ont pu être considérés comme des agents de Mussolini par leurs camarades d'ateliers, parce que l'Humanité l'avait publié sans preuve.

Ces procédés devraient à tout jamais convaincre de pareilles dénégations.

La dernière en date est la réception à l'Opéra. Une partie

des fonctionnaires, gens généralement paisibles, parlent de se mettre en grève pour arracher le relèvement de leurs traitements que n'ont pu obtenir, par leurs démarques les députés de gauche.

### TOUT... MAIS PAS CA

Les fonctionnaires, gens généralement paisibles, parlent de se mettre en grève pour arracher le relèvement de leurs traitements que n'ont pu obtenir, par leurs démarques les députés de gauche.

Il ne manquait plus que ça.

M. Léon Bailly, dans le Jour démontre clairement que cette grève serait voulue à l'échec. Il tombe en effet sous le sens, dit-il, que telle usine privée peut chômer demain. La situation est déplorable à tous points de vue ; mais on s'y fait. Tandis que si les chemins de fer s'arrêtent ou si l'électricité nous refuse sa lumière et sa force motrice, c'est là un trouble social qui aucun gouvernement français, fût-il l'émancipation même de Moscou — ne pourra tolérer.

Chaque fois que des travailleurs passent à l'action directe ou menacent sérieusement d'y passer, le capitalisme tremble.

M. Bailly, fidèle serviteur des trusts, gueule avant qu'on le touche.

Fonctionnaires comprenez-vous la force que représente votre action ?

### UN « TRAITRE » EST MORT

Les journaux nous apprennent la mort d'Henri Guillebaud, journaliste de talent, d'esprit libertaire, il avait collaboré et dirigé avant la guerre différentes revues dont l'Assiette au Beurre, la Revue des Revues.

Réformé pendant la guerre, il s'était réfugié en Suisse, où il avait fondé la revue fasciste Demain. C'est là qu'il fit la connaissance de Lénine. Après la révolution d'octobre il se rendit en Russie où il adhéra au parti bolchevik. En 1919, il fut condamné à mort par la cour de justice pour trahison, il fut exécuté à Paris, pour trahison.

Rentré en France en 1932, il fut acquitté, l'inculpation de haute trahison ayant été abandonnée. Depuis longtemps il avait rompu avec le parti communiste. Pendant quelque temps il flatta avec les éléments d'extrême-gauche, mais sur les derniers jours de sa vie, le pacifiste fut à nouveau pris de trahison.

L'antipatriote, « le traître » Guillebaud dévoilé dans son cœur un amour profond pour le sol français, digne de celui de Doriot ou de Maurice Thorez. Il avait quitté le parti communiste trop tôt. Et pour la première fois le terme de trahison pouvait être employé avec justesse pour lui.

• • •

### RECEPTIONS RIDICULES

Chaque jour nous apporte un détail nouveau sur la cérémonie de réception des souverains étrangers. La dernière en date est la réception à l'Opéra. Une partie de la troupe de la Comédie-Française fera la haie sur les escaliers vêtus de noir, et portant des flambeaux. Au-dessus des loggias, les trompettes de la Garde Républicaine salueront l'arrivée du roi.

Malgré tout l'idée ne manque pas d'originalité. Qu'attend Sarraut pour organiser une réception au Sacré-Cœur ? Sur les escaliers il pourrait organiser une double haie avec les pensionnaires du Sphinx et autres maisons similaires, en tenue de travail tenant en guise de flambeaux les attributs professionnels.

### TERRORISTES UKRAINIENS

Dans notre dernier numéro du Lib, nous annonçons la mort de Schwartzbard, le justicier d'Ukraine. En abattant l'ancien chef ukrainien, Schwartzbard, s'était écrit : « Je venge 100.000 Juifs assassinés en Ukraine ». Et comme pour illustrer cette mort, les journaux nous apprennent la fin d'un des lieutenants de Petlioura, terroriste ukrainien, qui par une décision du sort vient d'être victime d'un attentat terroriste.

Toute la presse s'est saisie de ce fait divers, et commente avec force de détails la vie mouvementée de l'aventurier Konovaletz. Nous, nous moquons absolument de l'activité de ce colonel pour la délivrance de « sa mère patrie », nous ne retenons qu'en fait, ce pogromiste ainsi que son chef a bien mérité son exécution.

### LES FRERES ASHKENAZI

Les camarades juifs parlant yiddish, peuvent goûter l'art savoureux du spectacle profondément humain des frères Ashkenazi au théâtre de la Porte Saint-Martin. Il est simplement regrettable que le prix des places de ce théâtre concorde mal avec le salaire des prolétaires.

Nous assistons dans cette pièce au développement formidable de la Manufacture de Lodz, en Pologne, grand centre de textile. Au remplacement de la vieille production et des normes médiévales par une structure nettement capitaliste où règne l'exploitation la plus inhumeaine.

Les de cette honteuse exploitation, les ouvriers juifs se réveillent et veulent secouer le joug qui les opprime. Un samedi matin, les tisseurs, pratiquant la religion orthodoxe, interrompent leurs prières dans la synagogue pour élaborer un cahier de revendications. La révolte gronde. Ils menacent de déclarer la grève si ces revendications ne sont pas acceptées. Ils prêtent serment et fondent leur premier syndicat. De ce moment, se déroule une guerre de classe implacable, il s'ouvre un abîme infranchissable entre exploitants et exploités ; d'un côté, les juifs et allemands avides et pourris ; de l'autre, les prolétaires, juifs, polonais et allemands. La barrière des races est détruite et remplacée par l'esprit de lutte de classe chez tous ces ouvriers de nationalité différente. Il n'existe plus que la souffrance humaine commune pour tous ces êtres de races et de religions opposées. Les perspectives d'une vie meilleure les unit dans la lutte.

Dans toutes les scènes, il y a beaucoup de compréhension de la vie et de vérité sociale, qualités trop souvent rares dans l'art dramatique juif.

Ce sont là les germes annonciateurs du vrai théâtre populaire, anticapitaliste et socialiste.

Monsieur Dubalai.

### GRANDE SOIREE ARTISTIQUE

organisée par Les Combattants de la Paix le VENDREDI 24 JUIN à 20 h. 30

Salle Susset 200, quai de Valmy (Mét. Jaurès) Causerie par Henri Jeanson sur

L'ENVERS DE L'ECRAN

Sur scène, les grands artistes : Edith Piaff - Maurice Rostand René Ruquet - Raym. Souplex

Et projection intégrale du grand film :

« ON LUI DONNA UN FUSIL »

Prix unique des places : 10 fr.

general Noguès, n'entendait-il point avoir engagé de pareilles dépenses impunément. Et quand on nous dit en le soulignant : « Après les sommations d'usage, les grévistes jugèrent prudent d'évacuer les locaux sans condition », cela signifie qu'on n'était point hésitant, s'ils se fussent montrés moins « prudents », à tirer dans le tas. Chose d'autant plus commode là-bas, où la formation des soldats avec les g. évêques n'est pas à craindre, la force armée étant composée de gardes mobiles, de régulières » et de voitures de la Coloniale ou de la Légion étrangère.

Voici donc, jugé d'après ses œuvres, ce qu'est un « bon officier ré

# La 43<sup>me</sup> division a répondu

Le front de la 43<sup>me</sup> division a dû abandonner son dur combat. Pendant deux mois, au milieu des neiges, ayant à souffrir du froid, de la faim, sans artillerie, sans avions, sans munitions, elle a tenu. Elle a résisté à tous les assauts. Elle eût été inexpugnable ; plus, elle aurait percé les lignes franquistes si elle avait disposé de l'armement nécessaire.

Sous le débâcle de feu qui s'abattait sur elle, elle a dû se replier, elle a franchi la frontière française.

Les miliciens ont posé leurs malheureux flingots ; ils ont abandonné les quelques mitrailleuses qu'ils possédaient. Ensuite le fameux plébiscite a eu lieu.

La guerre devait encore être plus forte qu'aux plébiscites précédents. Guerre pour notre gouvernement mais guerre aussi pour tous nos réactionnaires, qui déjà pensaient prendre leur revanche du plébiscite de Luchon, et aussi pour nos ultra-pacifistes partisans de la désertion.

Les journaux nous ont appris que ce plébiscite s'était effectué dans « l'impartialité ». Nous connaissons cette impartialité. En vertu de la non-intervention sans doute, les Franquistes avaient en la possibilité de coller des affiches vantant les beautés du régime fasciste et demandant aux militaires de ne pas s'obstiner à combattre pour une cause perdue et de rejoindre l'Espagne rebelle. La réponse ne devait pas se faire attendre. A choisir entre la trahison et la mort, la presque totalité répondit : la mort. A peine 3 % se prononcèrent pour Franco.

Une fois de plus les courageux combattants espagnols donnaient au monde la démonstration de leur volonté farouche de lutter jusqu'à leur dernier souffle contre le fascisme. Cette lutte ils l'ont volontairement acceptée, avec le courage calme qui est le leur, cet espace de fatalisme oriental. Maintenant qu'ils l'ont acceptée, ils ne capituleront pas. Et que l'on ne vienne pas nous dire qu'ils n'avaient pas la possibilité de déserter. Ils l'ont prouvé. A un moment une fausse manœuvre du train et en raison des pressions qu'ils avaient subies leur fit craindre qu'au lieu de les diriger sur Cerbère on les dirigeât sur Hendaye ; immédiatement ils descendirent du train, et se refusèrent à remonter, il fallut que les commandants espagnols intervinssent pour leur faire reprendre leur place dans les wagons. Traversant le sol français ils auraient pu tenter d'en profiter pour déserter. Si pendant la guerre de 1914-18 des soldats français avaient eu à traverser des pays neutres le nombre des déserts auraient été considérable, surtout si ils avaient eu à considérer qu'ils se battaient pour une cause perdue.

Du même courage tranquille avec lequel elle avait combattu, la 43<sup>me</sup> division a rejoint Barcelone pour reprendre sa place dans la lutte. Ces miliciens ne sont sans doute pas des « grands révolutionnaires », capables d'analyser toutes les perspectives « justes » de la révolution. Ils ne mesurent pas les menaces de guerre au centimètre, ils ont été, malgré leur volonté, entraînés dans la plus horrible guerre civile que jamais prolétariat eut à subir.

Le fascisme, la bourgeoisie internationale, se sont ligues contre eux. Pendant des mois, ils ont espéré sur la solidarité effective de la classe ouvrière mondiale. Cette solidarité ne s'est exercée qu'en ordres du jour de sympathie, ou en de graves conseils techniques sur l'art révolutionnaire. Ce n'était pas ce qu'ils fallait pour leur permettre de vaincre. Aujourd'hui ils n'espèrent plus ; mais ils sont dans la lutte, ils y restent, et ceci pour l'honneur et le bien-être de ce prolétariat international qui les abandonne.

Qui donc oserait nier que si ces hommes avaient eu le matériel nécessaire, depuis longtemps, ils seraient vainqueurs ? Toutes les arguties ne peuvent dissimuler cette vérité. Nos réactionnaires sont logiques lorsqu'ils attaquent, calomnient nos amis, ils défendent leurs intérêts de classe, mais

## Dans les collectivités de Castille à Piedras Menaras

Dans le dernier numéro du « Lib. » nous avons présenté le conseil économique régional payas de Alcalá de Henares, aujourd'hui toujours grâce aux renseignements que nous livrent « Campo Libre », organe de la fédération agricole du Centre. nous examinerons la collectivité de Piedras Menaras.

Vers Guadalajara, dans la montagne Alcarria s'étendait la plus vaste propriété de la région, elle couvrait 5.317 hectares. Elle se subdivisait en cantons aux appellations géographiques pittoresques : Mendieta, Valirio, La Rueda, El Llanillo, Cabeza María, El Arvejal, Roncerosa, Mata Hermosa, El Bougano, El Tocón, Puntalos, Alto Felado, Corrales, Nuevas, Mingó Lozano, Naval Peral y Piedras Menaras.

En chacun de ces « lieux » il y a trois ou quatre demeures qui sont séparées par une grande distance (on compte jusqu'à 13 heures) ce qui est une gêne pour les camarades lors de leurs réunions syndicales; cependant le lien qui unit les vingt-huit familles formant la collectivité n'en est pas desserré pour autant.

Le propriétaire de la montagne Alcarria était le marquis de Casa Valdes dont l'activité se réduisait à interdire la chasse des lapins, des lièvres, des perdrix avec le concours de sept gardes.

La propriété revint aux travailleurs par confiscation et les gardes ne sont pas les derniers à se féliciter du nouvel état de choses.

### LE SYNDICAT

Piedras Menaras est par son emplacement le centre le plus important parmi les mairies de la montagne Alcarria.

Le syndicat fut constitué. En assemblée générale les travailleurs, pointe décidément de vivre en collectivité.

Afinnis en majorité à la C.N.T. et les autres à la U.G.T., ils représentaient cent trente-six êtres humains et voulaient vivre dans la dignité et la responsabilité personnelles.

### L'ADMINISTRATION

Le bureau du Conseil d'administration, rappelle en rien les locaux de direction de la bourgeoisie et cependant la comptabilité et le contrôle absolu de l'économie agraire y sont séries.

Les responsables ont amplifié le nombre d'hectares cultivés cette année, les collectivistes sémeront 13.000 kgs de blé blanc et 4.050 de blé noir, 13.110 kgs d'orge, 3.600 kgs d'avoine, etc... il y aura aussi des pastèques, des melons et des pommes de terre.

Ils comptent pour le labourage, sur neuf paires de mules et sur des instruments de travail qu'ils ont eux-mêmes fabriqués. Ils possèdent trois faucheuves et une bâtonne qu'ils ont achetées, etc...

### LES TROUPEAUX

Ils possèdent de nombreuses chèvres, brebis, poules, abeilles... Ils ont rationalisé la reproduction, la sélection et le vétérinaire les aide presque quotidiennement.

Jusque naguère, la dernière augmentation de la rémunération fut de trois pesetas, il était prélevé comme avance 8.500 pesetas au minimum et 9.50 au maximum, cette différence était déterminée pour les chefs de famille par paliers de 25 en 25 centimes.

Chaque collectiviste peut avoir dans son enclos jusqu'à 3 chèvres et 18 poules. Également il a à sa disposition une petite écurie afin qu'il puisse se rendre aux lieux de travail.

A l'Economat, deux jours par semaine les travailleurs de la collectivité ont faculté d'acheter des denrées à un prix que nulle boutique ne pourrait consentir.

### L'INDUSTRIE

Ils ont produit cent mille kilos de charbon qu'ils ont vendu à l'extérieur de la collectivité. Ils ont aménagé l'énergie électrique d'une distance de 6 kilomètres, dans le but de faire tourner les machines et la pompe qui tirera l'eau d'un puits pour le jardin potager en projet.

Ils ont un comble de 150.000 pesetas à la Fédération et la récolte prochaine leur en vaudra 80.000. La Fédération a projeté de construire dans la collectivité des pavillons et des locaux pour le troupeau et les machines; pour la sélection et l'accroissement des bêtes domestiques; pour la confection de nouvelles ruches, enfin elle désirer créer une école et les enfants pourront y rendre au moyen d'une camionnette.

Nous terminons cette étude par le cri d'enthousiasme de « Campo Libre ».

Compagnons de la Montagne Alcarria, soyez comme les abeilles de votre île ! Que meurent les bourdons !

G. LAC.

## QUELQUES RÉFLEXIONS TRÈS OPPORTUNES

### Le marxisme et la disparition de l'Etat

(Suite) (1)

Que l'Etat se limite au pouvoir « répressif » exercé sur le prolétariat et au pouvoir « conservateur » jouant en faveur de la bourgeoisie, c'est là une thèse tronquée, car maintenant on examine l'Etat anatomiquement, physiologiquement.

Dans l'Etat, au gouvernement des hommes s'associe l'administration des choses ; et cette seconde activité est celle qui assure la pérennité.

Les gouvernements changent ; l'Etat reste. Et l'Etat n'est pas toujours en fonction du pouvoir bourgeois : ainsi, quand il impose des lois, met en route des réformes, crée des institutions en opposition avec les intérêts des classes privilégiées et de leurs satellites, en faveur des intérêts du prolétariat. L'Etat, de plus, n'est pas seulement le gendarme, le juge, le ministre. C'est aussi la bureaucratie si puissante, quelquefois même plus puissante que le Gouvernement. L'Etat fasciste est aujourd'hui, en Italie un peu plus compliqué qu'un organisme de police ou une administration d'intérêts bourgeois, parce qu'il est lié par un cordon ombilical à un ensemble de cadres politiques et corporatifs qui ont leurs intérêts propres qui ne coïncident pas toujours, et jamais complètement, avec la classe qui a porté le fascisme au pouvoir et à laquelle la dictature fasciste permet de conserver ce même pouvoir.

Marx et Engels avaient devant eux la phase bourgeoise de l'Etat et Lénine avait devant lui l'Etat russe, dans lequel le jeu de la démocratie était réduit.

Engels s'exprimait ainsi : « A un certain point du développement économique, qui était nécessairement lié à la division de la société en classes, apparition de celle-ci fit de l'Etat une nécessité.

« A l'heure actuelle, nous marchons à grands pas vers un stade de développement de la production dans lequel, non seulement l'existence des classes a cessé d'être une nécessité mais encore où elles s'avèrent comme un obstacle certain à la production.

« Les classes disparaîtront aussi facilement qu'elles ont survécu. Et avec leur disparition l'Etat fondra inexorablement (« Origine de la famille et de l'Etat »).

Engels retourne à la philosophie du droit naturel de Hobbes, dont il adopte la terminologie, ne laissant pas moins subsister la nécessité de dompter l'homme (*homini lupus*), par la nécessité de régulariser le conflit entre les classes.

L'Etat aurait survécu selon Marx et selon Engels après que les classes se fussent formées et il aurait survécu en tant qu'organe de classe. Arthur Labriola (« Au delà du Capitalisme et du Socialisme », Paris 1931) dit à ce propos :

« Ces problèmes des « origines », sont toujours très compliqués. Le bon sens conseillerait que l'on fit sur elles quelque lumière et que l'on chercherait les matériaux idoines sans se faire d'illusions quant aux résultats.

« L'idée de pouvoir posséder une théorie sur les origines de l'Etat est puerile. Ce à quoi on peut prétendre c'est d'être en mesure d'indiquer quelques éléments lesquels dans l'ordre historique ont très probablement concouru à former le fait : Etat.

Maintenant qu'il y ait un rapport entre la venue des classes et la venue de l'Etat, c'est une chose évidente surtout si l'on veut se rappeler le rôle prédominant que l'Etat a tenu dans la naissance du capitalisme. »

Après Labriola, l'étude scientifique de la genèse du capitalisme « confère un caractère de « réalisme » vraiment indiscutable aux thèses anarchistes traitant de l'abolition de l'Etat. »

Et il ajoute :

« Effectivement la théorie qui consiste à voir comme effet de la mort de l'Etat, la mort du capitalisme paraît plus proche de la vérité que la thèse inverse. »

La relation qui existe entre l'Etat et la formation des classes n'implique pas une dépendance de celui-là par rapport à celles-ci mais marque plutôt le contraire.

Ceci apparaît évident dans les études de ces mêmes marxistes quand il s'agit d'études sérieuses, comme celles de Paul Louis dans « Le Travail dans le monde romain », (Paris 1912).

D'après ce livre, il résulte clairement que le nouveau capitalisme romain s'est formé comme parasite de l'Etat et surtout que tel il a été protégé par l'Etat.

Depuis les généraux rapaces jusqu'aux gou-

verneurs depuis les agents du fisc jusqu'aux familles des « argentari » depuis les employés des douanes jusqu'aux pourvoeure de l'armée, la bourgeoisie romaine se créa, grâce à la guerre et mieux que par n'importe quel autre moyen, l'interventionnisme de l'Etat dans l'économie, la fiscalité étatique, etc...

Et si nous examinons l'interdépendance qui lie l'Etat et le capitalisme nous voyons que celui-ci a tiré amplement son profit de celui-là, par des intérêts d'un caractère étatique et non purement capitaliste. Ceci est tellement vrai que le développement de l'Etat précède le développement du capitalisme. L'Empire romain était déjà un organisme très vaste et complexe que le capitalisme romain ne consistait encore qu'en une gestion ou exploitation à caractère familial.

Paul Louis n'hésite pas à proclamer : « Le capitalisme antique est né de la guerre. » Les premiers capitalistes furent effectivement les généraux et les « publicains ». Toute l'histoire des formations de « fortunes » est caractérisée par la constante présence de l'Etat.

Cette conviction que l'Etat fut et est le père du capitalisme et non seulement son allié naturel nous apporte comme conséquence cette autre conviction que la destruction de l'Etat est la condition « sine qua non » de la disparition des classes et un obstacle à leur résurrection.

N.D.L.R. — Cette étude a été extraite des numéros 924, 925 des 4 et 6 juin 1938, du journal C.N.T.

(1) Voir le Libertaire du 15 juin 1938.

### Au Portugal Nos camarades luttent contre la dictature

Selon les dernières nouvelles qui nous parviennent de ce pays, la situation devient critique pour la dictature. Des révoltes éclatent partout, et malgré que les prisons soient déjà pleines d'ouvriers et d'intellectuels antifascistes, à ces mouvements d'indignation populaire la dictature répond par des emprisonnements en masse non seulement d'ouvriers et d'intellectuels, mais aussi des militaires, ceux-ci commençant à comprendre que Salazar a livré son pays à la piraterie italo-allemande.

Les anarchistes, qui au Portugal sont depuis longtemps l'âme du mouvement ouvrier révolutionnaire, maintiennent héroïquement la lutte clandestine contre la dictature, et animent les organisations de la Confédération Nationale du Travail dans le combat contre la dictature.

Comme c'est presque toujours les anarchistes qui sont aux premiers rangs de la lutte, toute la féroce de la dictature s'abat particulièrement sur eux.

Ils sont les plus nombreux dans les prisons et les camps de concentration de Timor, de Angra de Hérosimo et de Arrica.

Des milliers et des milliers d'anarchistes endurent des souffrances effroyables sur les terres de déportations et sont condamnés à une mort cruelle.

Malgré la féroce persécution policière contre nos camarades, la propagande clandestine contre la dictature s'amplifie de jour en jour ainsi que le sabotage du matériel de guerre livré à Franco. Salazar ne peut empêcher le peuple de manifester à tout instant.

La sympathie des Portugais pour leurs frères d'Espagne combattant Franco, fait le désespoir de Salazar. On arrête toutes sortes de gens espérant qu'ils donneront des indications permettant d'arrêter les agitateurs. Mais la police est dans l'impossibilité d'empêcher les manifestations de révolte contre la dictature.

Une grande partie de ceux qui soutiennent le dictateur ont compris que le fascisme c'est la faim et l'ennantissement des forces vitales.

Le peuple portugais reprendra dans un avenir qui semble proche, sa place parmi les peuples qui luttent pour une humanité meilleure.

d'un côté ce qu'elle donne de l'autre. Et comme tout le monde se plaint des impôts encore énormes, la solution ne peut pas encore être celle-là.

Pratiquement, les travailleurs n'ont rien à attendre d'un plus étroit protectionnisme. Leur sort ne peut pas s'améliorer, par ce moyen. Il ne peut, au contraire, qu'empirer par l'élévation du coût des produits qui les rend plus inaccessibles, et provoque une moindre consommation — donc, une moindre production.

Mais si, économiquement, ils ne peuvent améliorer leur sort, s'ils ne peuvent, au contraire, que l'empirer, la répercussion politique que de leurs revendications protectionnistes que je lis quelquefois avec tristesse dans les ordres du jour votés par les assemblées syndicales, est désastreuse.

Dans l'histoire, les protectionnistes ont toujours été conservateurs et réactionnaires. Le libre échange, le libéralisme économique appartiennent à la même école que le libéralisme politique. Adam Smith, son principal défenseur, était, avant d'avoir émis ses idées en la matière, un philosophe humaniste dont Kropotkin rattache l'éthique à l'éthique libertaire. En tout cas, quel que soit le degré d'influence réciproque de la conception économique et politique, le fait est. Et il ne manque pas d'importance.

En échange, le protectionnisme s'allie aux puissances tyranniques. De nos jours, il aboutit à l'autorité forcée des régimes totalitaires. Son caractère est, depuis dix ans, dans les nations européennes, nettement militariste et guerrier. Les gouvernements veulent que chaque pays se suffise à lui-même en prévision de la guerre qu'ils préparent.

Ce chemin-là n'est pas celui des travailleurs qui font ainsi, involontairement la pire politique réactionnaire sur le plan international. Nous devons tendre à la fraternité des peuples, et celle-ci doit être un fait concret, matériel, plus qu'une vague aspiration verbale. La lutte contre les travailleurs des autres pays n'est pas le chemin. Elle n'améliore rien, elle empêche tout. Ceux qui la prônent sont des Bourreaux du prolétariat ou les serviteurs hypocrites de ces Bourreaux.

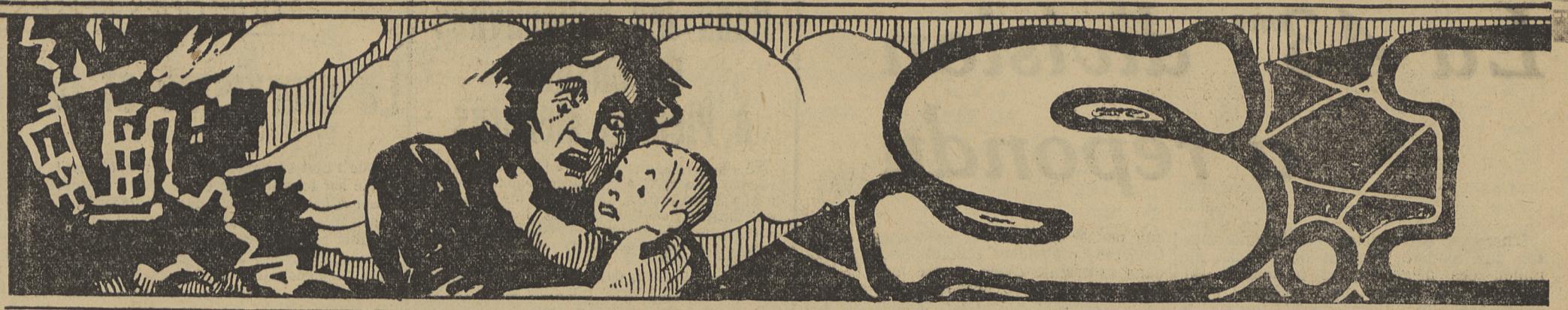
## Faux palliatifs à la crise

### Le protectionnisme

par Max STEPHEN

Le décret-loi qui punit l'exercice du devoir d'asile à l'égard des réfugiés politiques me semble une assez belle étape sur le chemin qui va de la civilisation vraie à la barbarie civilisée.

LUC DURTAIN

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central: 26, r. de Crussol, Paris (II<sup>e</sup>) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Faucier 596-03

## TRAVAILLONS A FAIRE NOTRE DESTIN

### Sinon tout est perdu

On a nos appels parus dans cette page, en faveur des vallants de la 43<sup>e</sup> division qui, bloqués dans les Pyrénées, encerclés par les fascistes, séparés complètement du reste de l'Espagne antifasciste, résistaient dans de telles conditions d'inériorité que l'héroïsme le plus fou ne pouvait suppléer au défaut de matériel, d'armes et de munitions qui conduit à des échecs renouvelés, à des défaites continues tous les miliciens espagnols.

La 43<sup>e</sup> division se trouvait donc, plus encore que les autres armées gouvernementales, dépourvues des moyens propres à assurer, nous ne disons pas sa victoire, mais une résistance qui aurait immobilisé une armée rebelle bien plus forte en nombre et en armes et soulagé d'autant les autres fronts de combat.

C'est ainsi que nous comprenions le problème lorsque, à la suite de l'appel pathétique du secrétaire de l'Union des Syndicats des Hautes-Pyrénées, nous demandâmes que la 43<sup>e</sup> division soit adoptée par tous les travailleurs de chez nous et que des vivres — DES VIVRES DE PREMIERE QUALITE — lui fussent portées en quantité suffisante.

La 43<sup>e</sup> division, si nos renseignements sont exacts, ne manqua point de mangeaille. Elle reçut en abondance des dons pour se nourrir. Mais pas de munitions, ou peu, afin d'allumenter ses armes. Et c'est parce qu'elle était hors d'état de répondre au tir intense de ses adversaires qu'elle retourna à Barcelone via la France. A la honte des antifascistes de ce pays !

S.I.A. veut toutefois dégager ses responsabilités et dire l'effort qu'elle accomplit en cette occasion. Elle avait déjà envoyé, en accord avec les comités espagnols d'action antifasciste, plusieurs camions de nourriture à la 43<sup>e</sup> division. Et jeudi matin nous arrivâmes à Tarbes précédant deux autres camions de huit tonnes de vivres, DONT UNE TONNE D'UNE NATURE TOUTE PARTICULIÈRE, quand nous apprîmes que la tragédie, de ce côté, avait pris fin.

S.I.A. n'est pas riche. Nous dûmes perdre de longs jours avant de réaliser la somme d'argent qui nous était nécessaire pour expédier le dernier convoi. On saisira l'importance de notre effort quand nous aurons dit que les huit tonnes de marchandises nous avaient coûté près de 150.000 francs.

Ce que nous n'avons pu réussir assez vite parce que nous sommes pauvres, d'autres organisations, qui sont fortunées, avaient le devoir de le faire.

Nous ne nous livrons pas ici au jeu facile de la basse politique. Ce n'est pas le moment et nous n'en avons d'ailleurs nullement le goût. Nous ne prétendons point que la classe ouvrière française, ses partis, ses syndicats, disposent d'un trésor assez gros pour acheter les armes et les munitions qui sauverraient l'Espagne gouvernementale; c'est tellement vrai que nous insistons continuellement pour la levée du blocus qui empêche le gouvernement républicain espagnol de se procurer, par le libre jeu du commerce, ce qui lui manque pour vaincre.

Louis LECOIN.

Pauvre Espagne antifasciste ! Elle tient le coup, elle résiste, elle espère même encore s'en sortir victorieusement.

Elle espère... Et nous n'osons pas écrire, nous, que nous partageons ce même espoir.

Nous sommes des vaincus sans avoir lutté. Eux, les camarades espagnols, sont des lutteurs qui ne s'avoueront pas vaincus.

Le seront-ils ?

Franco rentrera-t-il en Catalogne avec ses soudards ivres d'alcool, de gloire et de vengeance ? Barcelone connaîtra-t-elle, multipliés à l'infini, les massacres de Paris de 1871 ?

Nous avons peur, camarades, nous avons peur du pire.

Nous avons peur parce que, ici, dans ce pays, la sérenté s'établit sur toutes les faces, alors que pas loin de nous, en Espagne, un bouleversement social au destin incertain est en train de broyer bien des coeurs, de torturer bien des corps.

Notre S.I.A., qui n'est pas qu'une Croix Rouge, mais également un regroupement révolutionnaire, s'emploie de son mieux, de toutes ses forces, à faire comprendre aux aveugles et aux sourds le sens des événements. Mais la surdité et la cécité courbent le monde et le poussent à l'abîme.

Fera-t-il dans cette voie les derniers pas... et la culbute ?

Non ! si ça peut dépendre de notre volonté. N'est-ce pas, camarades ?

## Signez à votre tour ce document humain

Lorsque nous protestons, au lendemain de la parution au Journal officiel du décret-loi qui donne aux bourgeois le droit de disposer sans retenue de la liberté des étrangers, nous pensons bien que d'autres voix ne tarderaient pas à se joindre à la nôtre.

D'un peu partout, en effet, la protestation grandit contre cette tentative de juguler les réfugiés politiques. Aujourd'hui, nos camarades Challaye et Louzon nous font parvenir la résolution suivante, qui revêt une importance d'autant plus grande qu'elle a été adoptée par des personnalités bien décidées à ne tenir aucun compte de cette loi odieuse, et résolues à opposer la solidarité humaine aux ukases d'un Sarraut.

Nous attendons que le gouvernement ose poursuivre. Et, au cas où il s'y déciderait, et pour lui donner de la besogne, nous souhaitons que d'autres militants signent à leur tour le document que voici :

Le 2 mai 1938, le gouvernement a pris un décret-loi contenant les paragraphes suivants :

« Art. 3. — L'étranger qui, sans excuse valable, aura omis de solliciter dans les délais réglementaires la délivrance d'une carte d'identité, sera, sans préjudice des amendes fiscales, passible d'une amende de 100 à 1.000 francs et d'un emprisonnement d'un mois à un an.

« Art. 4. — Tout individu qui, par aide directe ou indirecte, aura facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irrégulier d'un étranger, sera puni des peines prévues à l'article précédent. »

Ce décret-loi est purement et simplement illégal. Car il n'a aucun rapport avec l'objet des décrets-lois acceptés par le Parlement.

En vertu d'une « loi tendant au redressement financier », du 13 avril 1938, le gouvernement a été autorisé à prendre « les mesures qu'il juge indispensables pour faire face aux dépenses nécessitées par la défense nationale et redresser les finances et l'économie de la nation ».

Le décret-loi sur les étrangers n'a aucun rapport avec les dépenses pour la défense nationale, ni avec « les finances et l'économie de la nation ». Ou alors n'importe quelle mesure fasciste pourrait être prise sous le même prétexte. Le gouvernement pourrait aussi bien supprimer, par exemple, la liberté de la presse.

Illegale, le décret punissant toute aide apportée aux étrangers en situation irrégulière, est aussi immoral et inhumain.

Depuis qu'il y a une morale, l'humanité a glorifié l'assistance aux proscrits. Cette assistance est aujourd'hui en certains cas proclamée délictueuse et punissable.

La France s'honorait, sous tous les régimes antérieurs, d'offrir, notamment aux émigrés politiques, une hospitalité sans réserve. Aujourd'hui, c'est un gouvernement qualifié de démocratique qui condamne l'aide apportée à ces réfugiés dans certaines circonstances.

En mai 1871, la Belgique avait interdit l'entrée de son territoire aux « Communards ». Victor Hugo, qui n'avait pas approuvé la Commune, et qui habitait alors Bruxelles, refusa de s'incliner devant une telle décision. Il écrivit dans une lettre à l'*Indépendance Belge*, le 26 mai 1871 : « L'asile est un vieux droit, c'est le droit sacré des malheureux. Cet asile que le gouvernement belge refuse aux vaincus, l'offre à Bruxelles. »

Fidèles à cet exemple, les soussignés déclarent qu'ils ne tiendront personnellement aucun compte d'un décret-loi illégal et inhumain, contraire aux plus nobles traditions de notre pays.

Irène Joliot-Curie, Frédéric Joliot (prix Nobel de physique) ; René Belin (secrétaire de la C. G. T.) ; Gaston Guiraud (trésorier général de l'Union des Syndicats de la Seine) ; Victor Marguerite, Georges Pioch, Poulaillé, Léon Werth (écrivains) ; Capoccia (secrétaire de la Fédération des employés) ; Vigne, Bard (secrétaire de la Fédération des mineurs) ; Le Gall, Lorrot, Piquemall (secrétaire de la Fédération des ports et docks) ; Félicien Challaye, Jeanne et Michel Alexandre, Barrué, Emille et Georges Lefranc, Mme Pujolle, Soubie (agrégés de l'Université) ; Fronty, Digat (secrétaire des Agents des P. T. T.) ; Guiraud (secrétaire de l'Union départementale des Syndicats de la Gironde) ; H. Grandjouan (ingénieur civil des mines) ; Sébastien Faure ; Froideval (secrétaire des Serruriers de la Seine) ; Emery, Albertini (professeurs d'école normale) ; Hagnauer (secrétaire de l'Enseignement de la Seine) ; Lescoutras, Renée Lamberet, Mme Vayssac, Colette Audry (professeurs de collège) ; docteur Pierrot, Pierre Monatte ; Boville (secrétaire des Boulangeries de la Seine) ; Daudin (professeur à la Faculté des lettres de Bordeaux) ; Dugoujon (professeur de l'enseignement technique) ; Caps, Bayou (instituteurs) ; Bayard (ingénieur en chef des P. T. T.) ; Paul Reclus (ingénieur des arts et manufactures) ; Marcel Roy (secrétaire de la Fédération des métiers) ; Salemier (secrétaire de l'Union départementale des Syndicats du Nord) ; Louis Vallon (journaliste) ; Paul Rivet (professeur au Muséum).

Quand nous étions des enfants, on nous lisait de belles légendes. L'hôte était sacré. On ne lui demandait pas d'où il venait ni pourquoi il était errant. Mais le maître lui lavait les pieds. C'étaient des légendes classiques, humanistes, universelles. Les lieux, les temps n'y étaient guère précisés. C'étaient des contes de fées. Il y avait une fois un temps où l'homme était homme.

Bientôt, on fit de nous des historiens. La morale s'inscrivit dans le temps. On nous conta qu'en je ne sais quel moyen-âge un assassin même ne pouvait être appréhendé, s'il avait atteint le porche d'une église.

Et voici le XIX<sup>e</sup> siècle et ceux que nous appelons les réfugiés politiques. Londres, la Suisse... Les réfugiés politiques n'étaient pas confondus avec les voleurs internationaux.

Mais les temps sont changés. Nous retournons au-delà de la barbarie. Nous inventons une sauvagerie. La religion politique est devenue plus exigeante et plus cruelle que ne fut la religion du dogme. Elle ne se contente pas d'une profession de foi. Ici, les maîtres châtiennent qui leur résiste ; là, ceux dont ils ont trahi la foi. Et ils invoquent aussi la zoologie. Ils martyrisent ou tuent (avec ou sans procès) ceux qui n'ont pu fuir.

Mais ces fugitifs, il n'est plus de civilisation pour les accueillir. Comme d'autres meurent sous les bombardements, ils meurent de l'exil. Ils meurent. Mais, de les laisser mourir, notre civilisation meurt aussi. Elle renonce à toutes les valeurs qui furent sa justification. Les retrouvera-t-elle ou sombrera-t-elle ? Est-il encore un

La Section S. I. A. d'Amiens, le 1<sup>er</sup> MAI.

## POUR VOUS SARRAUT à titre d'avertissement

Luc Durtain, Léon Werth s'associent à notre campagne et nous font parvenir à leur tour une protestation contre le décret-loi dont le but scélérate est de plus en plus évident. Nous remercions ces deux écrivains courageux et souhaitons que l'exemple qu'ils donnent soit suivi par d'autres hommes de lettres qui devraient être à nos côtés depuis le premier jour et qui tardent à condamner l'œuvre liberticide d'un gouvernement traité à son programme.

### C'est de notre dignité qu'il s'agit.

Nous sommes habitués à voir, non seulement les lois, mais les décrets-lois et toute la lignée des règlements, tantôt nous prendre à la gorge, tantôt nous tendre des traquenards, tantôt nous happen au mollet.

Toutefois, jusqu'à présent, il ne s'agit que de notre liberté. De nos libertés, si j'ose employer ce pluriel emphatique.

Cette fois, c'est de notre dignité même qu'il s'agit. De ce rudiment de consistance humaine que laissent encore à l'homme moderne de vieilles habitudes de pitié, de solidarité.

Ce décret-loi, qui punit l'exercice du devoir d'asile à l'égard des réfugiés politiques, me semble une assez belle étape sur le chemin qui va de la civilisation vraie à la barbarie civilisée. Il est impossible de dissimuler l'admiration qui saisit l'esprit devant un texte qui ferait honneur à un « Traité de la castration civique ».

Luc DURTAIN.

□ □

### Ils meurent de l'exil

Quand nous étions des enfants, on nous lisait de belles légendes. L'hôte était sacré. On ne lui demandait pas d'où il venait ni pourquoi il était errant. Mais le maître lui lavait les pieds. C'étaient des légendes classiques, humanistes, universelles. Les lieux, les temps n'y étaient guère précisés. C'étaient des contes de fées. Il y avait une fois un temps où l'homme était homme.

Bientôt, on fit de nous des historiens. La morale s'inscrivit dans le temps. On nous conta qu'en je ne sais quel moyen-âge un assassin même ne pouvait être appréhendé, s'il avait atteint le porche d'une église.

Et voici le XIX<sup>e</sup> siècle et ceux que nous appelons les réfugiés politiques. Londres, la Suisse... Les réfugiés politiques n'étaient pas confondus avec les voleurs internationaux.

Mais les temps sont changés. Nous retournons au-delà de la barbarie. Nous inventons une sauvagerie. La religion politique est devenue plus exigeante et plus cruelle que ne fut la religion du dogme. Elle ne se contente pas d'une profession de foi. Ici, les maîtres châtiennent qui leur résiste ; là, ceux dont ils ont trahi la foi. Et ils invoquent aussi la zoologie. Ils martyrisent ou tuent (avec ou sans procès) ceux qui n'ont pu fuir.

Mais ces fugitifs, il n'est plus de civilisation pour les accueillir. Comme d'autres meurent sous les bombardements, ils meurent de l'exil. Ils meurent. Mais, de les laisser mourir, notre civilisation meurt aussi. Elle renonce à toutes les valeurs qui furent sa justification.

Les retrouvera-t-elle ou sombrera-t-elle ? Est-il encore un

### La police de province vaut celle de Paris

De mauvaises nouvelles nous parviennent de Marseille où plus de 50 camarades espagnols sont menacés d'expulsion pour crime de défense de la république espagnole.

On a peine à croire qu'un gouvernement, dont la plupart des membres défilait dans le cortège de la liberté, de la Bastille à la Nation, le 14 juillet 1935, soit descendu si bas dans l'abjection.

Qu'il sache que nous ne sommes point décidés à tout subir. Et que si nous ne pouvons soutenir comme nous le voudrions la révolution espagnole, nous sommes prêts à tout pour protéger les compagnons espagnols qui se réfugieront en France, photos réfugiés.

La France n'est pas encore l'Indochine, Monsieur Sarraut, et nous vous le prouverons.

### Les paquets individuels et la douane espagnole

Nous dédions ces quelques lignes au citoyen Saborit, directeur général des douanes espagnoles, avec l'espérance qu'il va immédiatement faire cesser le scandale qui consiste à faire ouvrir tous les paquets individuels que notre S.I.A. et la Fédération des Comités Espagnols d'Action Antifasciste ont pour devoir et pour consigne de faire conduire à Barcelone.

Que l'on inspecte au hasard quelques paquets, passe encore, ce serait la une manière de contrôle. Mais que les douaniers espagnols — dont le temps devrait être plus précieux — déplient nos colis du premier au dernier et immobilisent des journées entières nos camions, nos chauffeurs et nos convoyeurs, voilà ce que nous ne pouvons pas accepter.

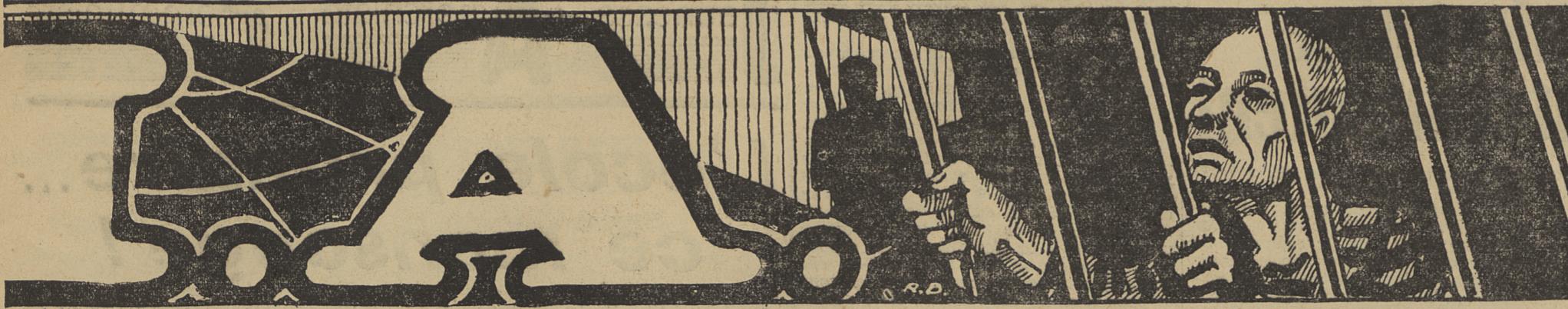
Pouvons-nous espérer que le citoyen Saborit sera de notre avis et tempérera le zèle abusif de ses subordonnés de Port-Bou ?

### Réunions et Permanences de la S.I.A.

**3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> ARR. —** Permanence tous les dimanches de 10 h. à 11 h. 30 au Restaurant Liché, 29, rue des Ecoches. Tous ceux qui se sont joints à nous peuvent venir à ces réunions pour se renseigner et pour se faire aider à se débarrasser de l'asile.

**LYON. —** Le Comité Régional se réunit tous les samedis, à 15 heures, permanence de 15 h. à 16 h. 30, au siège, 212, rue de Crémieu.

**SAINT-ETIENNE.** — Le secrétariat et les membres du bureau de S. I. A. réunis le 4<sup>e</sup> courant, ont été heureux de constater la très grande participation à la réunion. L'accueil chaleureux et prodigieux qu'il a été fait à ses diverses formes de solidarité, les approuvent pleinement l'action entreprise par le comité de défense : Garnier, David, Bidaut, tous trois victimes du patronat et du fascisme coalisés. Ils se réunissent chaque samedi contre la condamnation de Garnier et demandent la mise en liberté immédiate de David. S. I. A. fait un appel pressant, à tous les révolutionnaires et antifascistes, pour venir en nombre grossir ses rangs et l'aider dans sa solidarité continue. Permanence tous les jours, sans interruption, de 10 h. à 12 h. 30, au siège de la C. G. T. S. R. : 4, bd de l'Artillerie. La date du passage du camion de la S. I. A. sera indiquée dans le prochain nu-



SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. — Secretaria : 26, r. de Crussol, Paris (11) - Tél. Roq. 73-96 - Chèq. Post. : Faucier 596-03

## Heroes oscuros

El frecuente vagabundear a que nos impone una activa militancia antifascista, nos lleva a constatar hechos y sucesos que pasan desapercibidos para la mayoría de los que sedentariamente se limitan a hacer efectiva su simpatía a la causa por medio del aporte material. Lo que a continuación relato, no es nada nuevo. Otros antes que yo lo han magistradamente relatado. No obstante, por ser de actualidad y de interés, me decido a resumirlo aún a riesgo de ser tratado de plagiario.

Es la una de la mañana. El rápido que desde nuestra frontera se interna en territorio francés nos ha depositado sobre el andén de la estación de Narbonne. Los empalmes ferroviarios, son la pesadilla del viajero; el beneficio horario de un rapidísimo viaje a través de un territorio surcado por modernos mastodontes, se pierde en largas esperas y un constante zanquear del asfalto, sumido el espíritu en vagas reflexiones.

Este vez, los tres cuartos de hora de espera me parecen demasiado cortos. Después de inquirir acerca de la hora de salida, encaminamos nuestros pasos a franquear la distancia que separa los dos extremos del andén en constante ir y venir.

En uno de nuestros paseos, una escena llama nuestra atención. Cuatro mozos de aspecto rudo pero de fisionomía abierta y franca salían de la sala de espera buscando el frescor de la noche. El cuadro era pintoresco y lamentable; uno de ellos, alto y fornido mocetón de apenas veinte años, de tez morenina y de cabello ensortijado, sostenía a otro que, de más edad, que arrastraba con visible sufrimiento una pierna ayudándose para andar de un bastón, ruda Cimpuña rama de árbol; el tercero, su brazo derecho en cabestrillo, guía al cuarto personaje de ese cuadro arrancado de la Leyenda de los Siglos; era éste un mozalbete de dieciocho años apenado, cuyo rostro imberbe se hallaba coronado por una descuidada cabellera castaña; sus pobres Nojos, quemados por algún fogonazo, tenían necesidad de gafas ahumadas para guarecerse de la claridad, incluso de las lámparas eléctricas.

Un individuo, de aspecto acuñado, barba bien cuidada y maneras untuosas, rodaba alrededor del grupo. El compañero que desde Perpiñán me acompañaba emitía la justificada observación de que ser francesistas, hubieran tomado el tren que en dirección de Burdeos venía de salir al instante. Me acerqué al grupo y lancé un : salud camaradas ! respondió al instante mismo y sin vacilación por unánime : ¡ salud camarada ! salido de cuatro pechos a la vez. Y aquellos hombres cuyos rostros y aspecto denotaban miserias y sufrimientos sin fin, miraron ávidamente al hermano que en suelo extranjero les hacía recordar tantas cosas: el hogar, el terruño, la guerra...

— ¿Qué — pregunté — a los militares — , refugiados y volveáis a Barcelona ?

Si, volvemos a Barcelona para que el sol catalán cure en ocho días lo que los fríos de Francia no han curado en mes y medio respondió el mas alto de todos.

— Venís de muy lejos ?

Si, hace veinte y ocho horas que salimos de la localidad en donde nos habían confinado apartados de toda simpatía, en un país glacial por la temperatura y por el trato de los habitantes para con nosotros — respondió otro.

— Que sabes de la 43º División ? — preguntó el jovencito de abrasados ojos.

— Se mantienen como héroes, han mejorado sus posiciones ; defienden unos cuarenta kilómetros de carreteras y poseen posiciones estratégicas de primer orden — respondió basándose en los informes de un delegado de la Federación de C.C. que venía de entregar por, mandato del C. N. de Perpiñán cinco toneladas de víveres a la heroica división.

— Si erais vosotros de la 43º — pregunté.

Claro que somos — respondió el herido del brazo — Hemos sido evacuados.

## EL ORO DE MONT-DE-MARSAN

En el Banco de Mont-de-Marsan está bloqueada, desde casi el principio de la guerra, la cantidad de 1.250.000.000 pesetas oro.

Esto representa aproximadamente 157 millones 250.000.000 de francos actuales. Ese oro fué enviado a Francia por el gobierno español para reguardarlo y comprar armas. Pero Franco intervino, y el asunto se está discutiendo todavía ante los tribunales.

Por qué los distintos gobiernos del Frente popular no le entregaron a las autoridades españolas que proclaman legítimas ?

Hace falta ese oro. Sino, que manden el equivalente en armas. No pueden negar el temor de no ser pagados: bastante metal amarillo tienen entre manos.

L. de VIGO.

## El mitin de la S.I.A. La actitud de Blum

Me ha sorprendido la importancia que ha tenido, desde el punto de vista numérico y moral, el mitin celebrado, por la sección francesa de la S.I.A. en el local de la Mutualité. Francamente, teniendo en cuenta que en estos momentos el público parisense no acude mucho a actos de esta índole, que otros, organizados por partidos poderosos han reunido la cuarta parte de concurrentes, es halagüeño el resultado obtenido.

De la calidad de los oradores, no digamos. Sólo hombres como los que están al frente de nuestra institución son capaces de reunir a abogados escritores, líderes de tanta valía. Y quírase o no, es preciso que las voces que se elevan sean voces escuchadas si se quiere conseguir los resultados que se persiguen.

A este respecto, quiero hacer una observación. He oido y leído ciertas críticas porque se habíaapelado al concurso de determinados oradores que pertenecen a sectores de la opinión con los cuales los críticos no están de acuerdo. Yo tampoco estoy de acuerdo con estos sectores, pero entiendo que en situaciones tan serias como la actual, no hacemos lo que queremos, sino lo que podemos.

¿Qué es lo que se persigue, en fin de cuentas? Hacer una agitación estéril, sin resultados, por el simple gusto de moverse, a sabiendas de que vamos a fracasar y que lo que defendemos está irremisiblemente perdido, o salvárnos al movimiento, o a los hombres por los cuales nos interesamos ?

Entiendo que vale la pena hacer todo para salvar primero a España del fascismo. Y si para esto necesitamos utilizar el concurso de hombres que nos están totalmente con nosotros, hay que hacerlo. La forma en que obramos no va contra nuestros principios. Iría si apeláramos a las tácticas de esos hombres. Pero, desde el momento que ellos son los que responden a las nuestras, desde el momento que un líder que está con el gobierno critica su política, la protesta es mucho más eficaz porque arrastra consigo a las masas, o parte de ellas, que siguen a esos líderes, y la censura es más sentida cuando viene de un partidario que de un adversario.

No tenemos fuerzas suficientes para hacer las cosas de por nosotros solos. Si las tuviéramos, con mil amores la haríamos.

Pero, queremos, en el asunto que motivó el mitin, salvar a todos los que están amenazados por el decreto contra los extranjeros. Queremos que puedan volver los que han temido que huir. Queremos que salgan de la cárcel los que ya están en ella a causa de él. Queremos que, si por desgracia mañana Franco triunfa, puedan encontrar asilo en este país millares y millares de combatientes a los cuales Franco reserva una muerte segura y uno de los grandes fines de este decreto ha sido precisamente impedir que esos amigos nuestros encuentren aquí refugio.

Para lograrlo, no hay más remedio, nos guste o no nos guste, que apelar a todos los concursos, y mientras no obramos con tácticas opuestas a las que creemos las mejores, nada se puede reprocharnos. Al contrario, tenemos la satisfacción de hacer a los de acuerdo a ellas que no las comparten.

Volviendo al mitin de la S.I.A., diré que hemos demostrado ya, con los distintos actos que han sido celebrados, con la campaña que hemos realizado y que seguimos realizando, que nuestra sección hace una gran labor en favor de España, que es la única institución en Francia que trabaja con tanta eficacia, lo cual demuestra que sus tácticas son buenas, y que es lamentable que no lo entiendan así algunos que, por miserias de banderías, pequeños intereses, o lo que fuere, la combaten.

Si pueden ser salvados los compañeros de todas nacionalidades que aquí se encuentran, ha de ser sobre todo por nosotros, porque está visto que los partidos « de Vanguardia » se desprecian en absoluto de esta cuestión, como se desprecian la de la de España. Y si se ocupan, es para firmar órdenes de expulsión contra nuestros compañeros, como hizo el ex ministro socialista de Gobernación Max Dormoy, con la aprobación de su partido.

Y ¿qué queréis? Me parece muy bien que se haga torzar a militantes de ese partido estén a la derecha, a la izquierda o en el centro, una actitud de oposición contra lo que hacen sus correligionarios.

X...

## INCOMPRENSION

Tengo ocasión de leer con cierta frecuencia periódicos gremiales, de los muchos que se editan en Francia. En las resoluciones de las reuniones, de las asambleas obreras, veo que no se olvida a España y a su lucha. Las órdenes del día están llenas de buenas palabras para con nosotros.

« L'Assemblée émet le vœu que punto es sincera esta solidaridad que no compromete a nadie, que no arriesga nada, que se limita a votar órdenes del día y a dar cinco francos de vez en cuando. Y se me antoja que es más bien un modo de engañar la conciencia.

Incluso en el lenguaje, « le vœu », el voto, el deseo, el anhelo, se expresan en términos suaves.

No son exigencias, no son gritos de indignación, protestas vehementes. Parece que en esta dulce concentración, a muchos centenares de kilómetros de la frontera « sin sol y sin calor amistoso » y el franquista redondo con insistencia alrededor del grupo, como el lobo que demasiado cobarde para dar la cara, espera una demanda de lo que él cree presa fácil.

1. Camaradas españoles de Francia. Es menester que nuestros bravos militares, evacuados involuntarios a refugiados casuales, encuentren en nosotros calor y solidaridad. Es menester que no los abandonemos ni en la trinchera ni en tierra extraña. El militar que ha resistido hasta el último extremo, pero que se ha retirado para no caer inutilmente, es tan sagrado para nosotros y más precioso para el pueblo, que el que ha caído en la trinchera.

Que cada colonia española cada comité de apoyo y solidaridad a España haga todo, lo posible por sostener y arrancar de los brazos de la fuerza de múltiples tentáculos, a los hombres que por serlo, son susceptibles de debilidad.

L. de VIGO.

El comité de no intervención ha terminado su trabajo, con un balance digno de los hombres que lo organizaron: el cierre absoluto de la frontera española.

¡ Lo más significativo de esta medida, es que Rusia declara estar de acuerdo con ella !

los fascistas tienen ya, en la lucha armada que plantean, una ventaja enorme. Y si falta la solidaridad entre los liberales, nada puede esperarse.

Blum ha buscado el apoyo de Inglaterra para Francia en caso de guerra con Alemania. Ve con buenos ojos la democracia norteamericana incluirse del lado de estas naciones. No le pareció que había que dejar a Francia « courir su chance » sola frente a Alemania. Es verdad que se trata aquí de un problema internacional. Pero el problema de España también es internacional. No se juega solamente la suerte nuestra, sino la de su país. El no lo ignora. Como no ignora, que el problema internacional el conflicto entre Alemania y Francia, tendrá repercusiones políticas en estos dos países. Hoy, lo que ocurre fuera de las fronteras repercute adentro, y lo que ocurre a dentro repercute afuera. Nada va separado.

Es fácil conquistar una mayoría desafiando los problemas, hablando de una guerra probable en caso de ayudar a España. Nadie desea tal guerra, y nosotros no estamos dispuestos a participar en ella. Pero los hechos han demostrado que es falso que se habría producido. Ni Italia ni Alemania han declarado la guerra a Rusia, que, se sabe públicamente, envía armas en abundancia. Sin embargo, podrían contar con la ayuda del Japón, y probablemente con la neutralidad de Inglaterra. Méjico no ha sido inquietado: ni siquiera por una ruptura diplomática. El chantage a la guerra hecho por Mussolini ha revelado no pasar de una hábil maniobra en la cual han caído los estúpidos, o que han aprochado los farsantes.

Vayamos por partes. Sujetemos el torrente de indignación que pugna por saltar, y procuremos analizar esas palabras.

León Blum ha escamoteado el problema ante un Congreso que demostró no haberse preocupado del asunto español, o haber olvidado sus términos. Nada, entre los antifascistas, ni de España, ni de Francia, ha pedido que se intervenga en España. Esto ha sido el argumento favorito de los reactionarios para impedir la ayuda, el abastecimiento en vivieres, la venta de petrechos bélicos. En una palabra, para bloquearnos, y entregarnos a los indefensos a Franco.

Que el líder del Partido socialista se sirva de los mismos argumentos, escamotee en la misma forma el pensamiento y la voluntad de los antifascistas verdaderos, es lo que no entendemos. Jamás, es preciso repetirlo, hemos pedido, ni han pedido, ni pidan los antifascistas de este país y de otros, el envío de fuerzas armadas. Hemos dicho y repetido, han dicho nuestros gobernantes que tenemos hombres hasta la saciedad, que lo que necesitamos son armas, y libertad para adquirirlas. Esto, y nada más. Blum lo sabe perfectamente. Y cuando escamotea así la voluntad, el pedido de la población española, demuestra una falta de honradez que nunca habrían sospechado en él.

Dicir que acudir en defensa de los que luchan por la libertad es practicar la política de los Estados totalitarios, es mentir descaradamente. La intervención de un país en la política de otro es tan vieja como la constitución de las naciones. No remonta a Metternich, ni a la invasión de España por los Cien Mil hijos de San Luis, salidos de este país, para ir a restablecer la tiranía. Toda la historia la registra, unas veces para sostener a unos, otras para sostener a otros. Pero en la historia de la libertad, Blum debe renegar de La Fayette, que fué a ayudar a los norteamericanos a luchar contra el dominio inglés, debe renegar de los generales ingleses y franceses que pudieron su espada al servicio de la libertad de las naciones suramericanas en su lucha para librarse de España. Blum debe renegar de Garibaldi cuya vida estuvo jugando tanto en el Uruguay como en el Brasil, en defensa de la libertad, debe renegar de todo internacionalismo práctico, de toda fraternidad entre los defensores de la libertad sobre el haz de la tierra.

¡ Miserable argumento el suyo ! Juego de palabras impropio de quien tiene el menor respeto de sí mismo ! ¡ Defender la libertad, ayudar a defenderla, es comportarse como los reactionarios ! De aquí a decir que no debe emplearse las armas cuando la facción, porque es obrar lo mismo que ella, no hay más que un paso. De aquí a decir que debe dejarse a los fascistas triunfar, no hay casi ninguno.

Por lo demás, lo ha dicho: « Il faut laisser le despotisme et le libéralisme courir leur chance. » Pero Blum ha dicho también en su discurso, que los que no tienen sentimientos de humanidad llevan siempre ventaja sobre los otros. Y sabe que así ocurre con el ataque fascista. Sabe que por la brusquedad del ataque, por la falta de escrupulos, por la monstruosidad de los procedimientos

## ¿No lo saben todavia?

Parce que el gobierno inglés, inquieto ante la destrucción de sus barcos, ha decidido abrir una información para saber si el bombardeo de las ciudades abiertas, el de Alicante, de Valencia, de Barcelona, de Granollers, tenía un objetivo militar.

El gobierno inglés no sabe todavía que la inmensa mayoría de las víctimas han sido mujeres y niños. No sabe que sólo han sido destruidas casas habitadas por el vecindario, mercados, hospitales. No sabe que se ataca a los buques mercantes, a los que llevan a España pan, harina patatas para la población civil.

El gobierno inglés no lee los telegramas de los correspondentes, los informes del gobierno español, y los de los agentes de la « Intelligence Service », no ve las fotografías que se mandan, todos los detalles que la prensa de todas las naciones publica.

Procura calmar en parte la opinión del país, que se agita, y tiene coraje, y puede hacer pagar caro al Partido conservador, su actitud. Pero, mientras esta Comisión haga su encuesta, mientras se discuta qué decisión habrá de tomarse, mientras la decisión se tome, si alguna se llega, y mientras se examine el modo de aplicarla, para no aplicarla en fin de cuentas, pasarán meses, y Mussolini habrá conseguido lo que pretendía.

Comentarios ? Preferimos no publicarlos, por respeto a esta hoja.

# Marx et Bakounine se rencontrent et discutent

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

Il leur ferait un crime de n'avoir pas assuré, avec la rigueur voulue, l'organisation centralisée du Parti et l'implacable discipline que requiert cette centralisation. Il leur donnerait tort d'avoir ménagé certains Partis politiques au lieu de les avoir combattus tous inflexiblement. Il leur reprocherait d'avoir pactisé avec certains Partis, notamment « bourgeois » au point d'avoir amalgamé au sein d'un même rassemblement électoral, le programme net et précis du Socialisme avec le programme « chère et chou » de ces Partis. Il les blâmerait sévèrement d'avoir, en raison même de ce pacte, réclamé le droit d'exercer le Pouvoir avant de l'avoir conquis et, par suite, de s'être sottement embarqués dans une et même deux « Expériences Blum » qui devaient être fatallement désastreuses, tout accord, au sein d'un même Gouvernement, s'avançant irréalisable entre les Forces de Révolution sociale et les Forces de Conservation sociale.

Bref, Marx se lancerait dans des considérations à perte de vue, toutes ayant pour but d'inculquer sa doctrine et sa méthode et de rejeter toutes les responsabilités sur l'incompréhension, la maladresse, le manque d'audace, les reniements et les transissons de ses adeptes.

Et BAKOUNINE, de répondre :

« Tout cela, mon vieil adversaire, était facile à prévoir et, au cours des violentes polémiques qui nous ont opposés, je vous l'ai dit et redit.

« C'est bien injustement que vous accusiez de reproches vos disciples. Frappez-vous le poitrine ; car vous êtes le grand, je dirai même le seul coupable ; et, en toute équité c'est vous qui devez assumer toutes les responsabilités.

« Rappelez-vous le temps où, mes amis et moi, nous vous combatissons, vous et vos amis. Il est vrai que nous affirmions, les uns et les autres, avec la même force, la triple nécessité : de l'expropriation politique et économique de la classe bourgeoisie ; de la socialisation de tous les moyens de production, de transport et d'échange ; de l'entente nationale et internationale des travailleurs de tous les pays.

« Il est vrai, aussi, que, au sein de « la première Internationale », nous avions, les uns et les autres, adopté ce programme et déclaré qu'il ne pouvait être réalisé que par la Révolution.

« Ce qui motivait, quant au fond, notre opposition, c'est que pratiquement vos méthodes d'éducation, d'organisation et d'action partaient du principe d'autorité et aboutissaient, de conséquence en conséquence, aux déviations, aux compromissions, aux relâchements, aux alliances et aux reniements dont vous accusez aujourd'hui vos continuateurs, tandis que, s'inspirant du Prince de Liberté, nos méthodes de propagande, d'organisation et d'action évitaient ces conséquences ; et, mettant en liaison étroite, en adaptation aussi parfaite que possible le but à atteindre : la Révolution sociale et les moyens à employer en vue de la préparation et de l'accomplissement de cette Révolution, nos méthodes d'éducation, d'organisation et d'action avaient la vertu d'engager et de maintenir les travailleurs dans l'unique voie qui, sans détour ni chemin de traverse, conduit à cette Révolution. »

Bakounine ajoutait :

« Rappelez-vous, Marx, les arguments par lesquels les socialistes-libertaires (les anarchistes) ont combattu, à cette époque, nos formations de combat et votre stratégie de lutte ; rappelez-vous ce que, depuis, ils n'ont cessé de vous objecter, en s'appuyant exclusivement sur les faits et sur les leçons qu'ils comportaient.

« Loin de moi la pensée d'énumérer, au cours de cette courte rencontre, tous ces arguments, toutes ces objections. Je ne puis en citer qu'une partie.

« Nous nous disions : « La société capitaliste repose sur la propriété privée et l'Etat. La propriété individuelle serait sans force et sans valeur si l'Etat n'était pas là pour la défendre. C'est une grave erreur de croire que le capitalisme est le seul agent de discorde entre les hommes vivant en société : le pouvoir les divise tout autant. Le capitalisme les divise en deux classes antagonistes : les possédants et les non possédants. L'Etat les divise aussi en deux classes ennemis : les gouvernans et les gouvernés. Les détenteurs du capital abusent de leur richesse pour exploiter les prolétaires ; les détenteurs du pouvoir abusent de leur

autorité pour asservir le peuple. » Supprimer le capitalisme et maintenir l'Etat, c'est faire la Révolution à moitié et même ne pas la faire du tout. Car le socialisme d'Etat ou le communisme autoritaire nécessitera une armée formée de fonctionnaires attachés aux services publics. L'organisation qui préconise le socialisme autoritaire entraînera d'incalculables dépenses prélevées sur la production des travailleurs des champs et des villes : de quoi entretenir (assez grassement sans doute) cette multitude d'improductifs et de parasites.

« Par suite, ne seront, en fait, abolis ni les classes, ni les privilégiés.

« Vous voulez conquérir le pouvoir ; nous voulons le briser. Vous voulez perpétuer le régime autoritaire, à la condition que vous en soyiez les maîtres ; nous voulons en finir avec tous les maîtres.

Toute l'histoire est là pour prononcer la condamnation sans appel du principe d'autorité. Sous les formes, les appellations, les étiquettes et les statuts juridiques les plus variés, l'autorité a toujours été synonyme de despotsme et de persécution. Non seulement elle n'a jamais défendu, garanti, protégé la liberté, mais encore elle l'a constamment méconnue, violée, outragée.

« Vous voulez, la Révolution faite, tout imposer par la contrainte, nous voulons tout demander à la bonne volonté et à la raison ; vous ne croyez qu'à la force, nous n'avons confiance qu'en l'entente consciente et librement organisée. Vous concevez l'ordre par en haut, nous le concevons par en bas. Vous voulez que tout soit centralisé, nous voulons que tout soit décentralisé. Vous fondez la liberté commune sur l'asservissement de chacun ; nous fondons la liberté de tous sur l'indépendance de chacun. »

Cela dit, pour conclure et terminer, Bakounine s'exprimait ainsi :

« Ce que je viens de vous rappeler, Marx, est sérieux et grand ; ce qu'il me reste à vous remémorer est encore plus sérieux et plus grand. Ce que je veux et dois vous dire encore établit péremptoirement notre responsabilité personnelle et dégage celle de vos disciples. Car ceux-ci n'ont fait que suivre la voie que vous leur avez tracée ; ils se sont conformés aux enseignements qu'ils ont reçus de vous, leur maître, et qu'ils ont puisés dans Le Capital, devenu leur évangile.

« Souvenez-vous des combats passionnés et souvent farouches que se sont livrés les adeptes du socialisme autoritaire : le vôtre, et les partisans du socialisme libertaire : le nôtre.

« Au début, nous ne pouvions tabler que sur des prévisions. Mais, dans notre esprit, ces prévisions étaient à des certitudes. Nous ne nous avons pas méprisé nos avertissements, nos mises en garde et les « libertaires » n'ont jamais cessé de nous les prodiguer. Nous étions certains que, repoussant l'idée qu'il soit possible d'abattre, par la Révolution, toutes les institutions maudites nées du principe d'autorité et de bâtrir sur leur effondrement un milieu social sans loi ni gendarmerie, sans armée ni police, sans tribunaux ni prisons, en un mot sans gouvernement, nous étions certains, dis-je, que le socialisme autoritaire serait inévitablement poussé à considérer la prise de possession du pouvoir gouvernemental comme une nécessité primordiale : point de départ et condition « sine qua non » d'une transformation sociale d'où sortirait l'avènement du socialisme.

« Nous étions certains que cette prise de possession du pouvoir tournerait peu à peu à l'idée fixe et dégénérerait assez vite en une obsession à laquelle, comme de juste, tout serait sacrifié.

« Nous étions certains que cette obsession aiguillerait infailliblement le socialisme autoritaire sur le chemin semé de chausse-trap de l'infecte politicienne et que, une fois lancé dans cette direction, le socialisme autoritaire subirait le sort commun à tous les partis politiques. Sans doute, il s'entêterait à se dire parti de lutte de classes, parti prolétarien, parti de révolution ; mais, en réalité, il céderait d'être tout cela et ne tarderait pas à devenir un parti comme tous les autres, se laissant absorber par les préoccupations électorales, les escarmouches partisanes et le jeu puéril des partis politiques.

« Nous étions certains que, dans ces conditions, vos continuateurs se verront réduits, pour justifier leur abandon de l'action révolutionnaire au profit de l'action pacifique et parlementaire, à nier la capacité politique et la maturité économique du monde laborieux, si travaille-

qu'il put être par une volonté sans cesse accrue d'affranchissement et de bien-être.

« Nous étions certains que le parti fondé par les adeptes de votre « évangile » s'affirmerait comme étant seul, tout seul, en mesure de guider les damnés de l'enfer social vers le paradis auquel ils ont droit, et que les portes de ce paradis leur seraient ouvertes sans grand effort et de façon sûre à l'unique condition qu'ils s'embrigadent dans ce parti, placent leur confiance pieuse et entière dans les chefs responsables de ce parti, s'en remettent aveuglément à la clairvoyance, au savoir, au dévouement et à la vaillance de ces chefs, la mission des chefs étant, en tout et pour tout, de commander, et le devoir des masses embrigadées étant, en tout et pour tout, d'obéir.

« Telles ont été, Marx, dès le début, nos prévisions-certitudes. Elles se sont point par point réalisées, et il ne pouvait en être autrement. Qu'il vous soit soit dur de le reconnaître, et que vous vous efforciez à charger vos successeurs de vos propres responsabilités, c'est naturel.

« L'erreur est humaine, et il n'y a pas crime à la commettre. Mais il y a crime à ne pas avoir la probité et le courage d'en faire l'avoue et à y perséverer.

« Votre erreur a été de croire que vous avez mis au monde un être de constitution saine et robuste. Or, dès sa naissance, votre enfant portait en lui une tare congénitale : la tare « autorité ». Les germes de ce mal héritéitaire se sont développés avec l'enfant, et celui-ci en a été emporté.

« N'accusez pas les docteurs de n'avoir rien compris à la maladie de votre enfant ou de l'avoir mal soignée : l'issue était fatale et, quelles qu'ils fussent, les médecins n'y pouvaient rien.

« Voilà la vérité. Vérité cruelle pour vous, Marx, mais vérité éclatante, évidente ! »

Ainsi parla Bakounine et, sur ces derniers mots, les deux « irreconciliabiles » se séparèrent.

SEBASTIEN FAURE.

(Suite et fin la semaine prochaine.)

## NOTRE LIBRAIRIE

Œuvres de P. Istrati :

Les Chardons du Baragan.....	5
Présentation des Haïdous.....	5
Kyra Kyralina .....	5
Oncle Anghel .....	5
La Maison Thuringer.....	5
Le Bureau de placement.....	5

Œuvres d'Upton Sinclair

Candides réminiscences (auto-biographie) .....	5
Le Roi charbon (2 volumes)....	9
Le Pétrôle .....	18
La Cité des Anges.....	18
La Tête d'Holopherne.....	18
Boston .....	18
Jimmie Higgins .....	18
Le Roi de l'auto.....	20

Œuvres d'Henry Pollaille

Ils étaient quatre.....	15
L'Enfancement de la paix.....	15
Les Damnés de la terre.....	18
Le Pain quotidien .....	18
Pain de soldat.....	24

ŒUVRES SUR LE SYNDICALISME

Histoires des Bourses du Tra.....	15
Le Mouvement Ouvrier pendant la guerre, par Rosmer, tome 1 .....	45
Réflexions sur la violence, de G. Sorel .....	18
Histoire du Mouvement Syndical Français, par G. Lefranc .....	30
Fernand Pelloutier, sa vie, son œuvre, par M. Pelloutier .....	9

BROCHURES DE PROPAGANDE PAR KROPOTKINE

Aux jeunes gens .....	0 60
La Morale anarchiste.....	0 60
La Loi et l'autorité.....	0 60
Communisme et anarchie.....	0 60
L'Esprit de Révolte .....	0 60

L'Action anarchiste dans la révolution .....	0 60
L'idée révolutionnaire dans la révolution .....	0 60
Le Gouvernement représentatif .....	0 60
L'Etat, son rôle historique.....	1 20
L'Anarchie, sa philosophie, son idéal.....	1 50

L'Anarchie dans l'évolution sociale.....	0 60
La Vendette sociale appelée justice .....	0 60
Les Prisons .....	0 60
Le Salarial .....	0 60
Paroles d'un révolté, quatre brochures jaunes : la Situation, la Prochaine révolution, la Guerre, la Commune de Paris (chacune) .....	0 60

(Chaque brochure, 0 fr. 60.)

LA CONQUÊTE DU PAIN, un volume.....	18
Autour d'une vie, 2 volumes .....	28
LA VIE DE BAKOUNINE, par Hélène Is-wolsky .....	1 50

13 50

BROCHURES DE SEBASTIEN FAURE

Les douze preuves de l'inexistence de Dieu .....	0 60
Les Crimes de Dieu .....	0 60
Réponse aux paroles d'une croyante.....	0 60

Série : Les Propos subversifs.

(Chaque brochure, 0 fr. 60.)

# La vie de l'Union Anarchiste

COMMISSION ADMINISTRATIVE  
REUNION LUNDI 4 JUILLET A 20 H. 30  
AU SIEGE DU « LIBERTAIRE »

## ECOLE DU PROPAGANDISTE

Les cours de l'école du propagandiste ont lieu tous les mardis, à 21 heures précises, au local du Libertaire.

Tous les militants adhérents à l'U.A. sont invités à s'y faire inscrire.

Mardi 28 juin : LE SYNDICALISME.

Les camarades désireux d'ajouter à l'Union Anarchiste et à la L.A. A.C. pourront envoyer leurs adhésions à l'Union Anarchiste, 9 rue de Bondy, Paris-10<sup>e</sup>, qui transmettra aux groupes locaux.

On trouve des groupes de l'U.A. dans les localités suivantes :

## REGION PARISIENNE

III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup>, V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup>, IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup>, XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup>, XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> et Boulogne-Billancourt, XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup>, XX<sup>e</sup>.

Antony, Asnières, Aulnay-sous-Bois, Argenteuil, Aubervilliers, Bagnolet, Blanc-Mesnil, Bondy, Champigny, Canton de Charenton, Choisy-le-Roi, Clamart, Clichy, Colombes, Courbevoie, La Garenne, Ermont, La Ferté-sous-Jouarre, La Courneuve, Les Lilas.

Goussainville, Issy-les-Moulineaux, Ivry, l'Hay-les-Roses, Levallois-Perret, Livry-Gargan, Montreuil-sous-Bois, Montrouge, Noisy-le-Sec, Noisy-le-Grand, Orly, Villeneuve-le-Roi, Palaiseau, Pontault, Le Pré-Saint-Gervais.

Rueil-Ville, Saint-Ouen, Savigny-sur-Orge, Stains, Suresnes, Valenton, Vanves, Montrouge, Malakoff, Vert-Galant, Villepinte, Villeparisis, Villeneuve-Saint-Georges, Viry-Châtillon, Vitry.

## PROVINCE

Aimargues, Alès, Amiens, Annecy, Brest, Carcassonne, Chambéry, Coueron, Dijon, Grenoble, Le Havre.

Le Mans, Lille, Lyon Ville, Villeurbanne, Montpellier, Nîmes, Narbonne, Saint-Claude, Saint-Etienne, Saumur, Sète, Inter-local de la Théâtre.

Toulouse, Aler, Lyon Montplaisir, Lyon-Vaise, Grappe, Maubeuge, Orléans, Roissy-en-Br., Metz, Perpignan, Le Grand'Combe, Reims, Sidi-Bel-Abbes, Nîmes.

Thionville, les Bains, Valenciennes, Marseille, Saint-Henri-Marseille, Antibes, Francies, Chauvigny, Les Lilas.

Livry-Gargan, Montgeron, Yerres, Brunoy, Montreuil, Le Pré-Saint-Gervais, Villeneuve-Saint-Georges.

## PROVINCE

Alger, Chambéry, Grenoble, Lille, Lyon-Ville, Villeurbanne, Marseille, Montpellier, Saint-Vincent-la-Rivière, Toulouse, Valenciennes.

## PARIS-BANLIEUE

### COURBEVOIE-LA GARENNE

Le dimanche 3 juillet le groupe organise une sortie dans les bois d'Achères. Pour s'y rendre prendre le train à Saint-Lazare et descendre à Achères. Prendre ensuite la grande route (la seule) à gauche en sortant de la gare, traverser le pont et prendre le premier étang à gauche conduisant à l'Etoile-Croix-St-Simon, lieu des balsades. Pour les retardataires des lieux indiqueront le chemin. Se munir de provisions. Pays environ deux kilomètres.

Trains : départ de Saint-Lazare : 7 h. 40, 7 h. 47, 8 h. 47, 9 h. 10, 9 h. 47, départs de La Garenne : 7 h. 56, 8 h. 16, 9 h. 20, 9 h. 50.

### MONTREUIL

Le jeudi 16 juin, les édiles de notre cité donnent un compte rendu de mandat (quartier des Ruffins, salle Laval). Pour cette réunion, ils avaient mobilisé les pauvres bougres du parti stalinien avec leurs grandes cocardes.

Quelques auditeurs seulement assistaient ; le dégoût d'entendre toujours des promesses fait que les ouvriers défaillent de plus en plus de leurs réunions. Nous pouvons dire que nos derniers parlers furent à la hauteur de leur tâche ; ce fut un réquisitoire contre le Front populaire ; bien mieux, et avec un certain culot, ils se lamentent sur le sort du prolétariat, disant qu'ils n'y pouvaient rien, qu'il y avait, c'est sûr, des mécontents, mais qu'ils devaient prendre leur mal en patience, et qu'ils leur feront plus tard une France forte, libre et heureuse.

La gymnastique politique accomplie par le parti stalinien a ouvert les yeux aux travailleurs. Un de nos camarades demande pourquoi l'on refusait une salle au groupe anarchiste pour faire une conférence : il lui fut répondu que jamais il n'en aurait et ce fut une révolte, forces, il laissèrent les pleures à leurs pleureuses, et m'enfonceront qu'ils veulent être traités en hommes libres et non en masse élite.

La gymnastique politique accomplit par le parti stalinien a ouvert les yeux aux travailleurs. Un de nos camarades demande pourquoi l'on refusait une salle au groupe anarchiste pour faire une conférence : il lui fut répondu que jamais il n'en aurait et ce fut une révolte, forces, il laissèrent les pleures à leurs pleureuses, et m'enfonceront qu'ils veulent être traités en hommes libres et non en masse élite.

Le 1<sup>er</sup> juillet, les staliniens de Montreuil, valonniers et institutrices s'achètent bien que des hommages variés aux hommes et femmes sans défense de tout leur cœur la liberté. — Le Groupe.

### SAINTE-GERMAIN-EN-LAYE

#### L'Etat propriétaires

L'office public des H. B. M. de Seine-et-Oise vient d'informer ses locataires rcs 11.B.M. de St-Germain-en-Laye qu'en vertu du décret ministériel du 27 avril 1937, les pavillons de 3 pièces loués 1.500 et 1.620 fr. seront portés au prix nouveau de 2.738 fr. en trois étapes savoir : octobre 1938 : 2.138 fr. ; avril 1939 : 2.388 fr. ; octobre 1939 : 2.738 fr.

La circulaire adressée aux locataires stipule que, faute d'avoir renouvelé l'acceptation avant le 1<sup>er</sup> octobre 1938, congé leur sera donné pour le 1<sup>er</sup> octobre 1938.

C'est le gouvernement de Front Populaire qui montre l'exemple aux vauteurs privés et quand on dit que ces logements abritent des familles nombreuses, on ne peut qu'admirer l'hypocrisie des nationalistes de gauche qui prêchent la surpopulation (avec le ventre des autres) et qui jetent à la rue les bons prolos qui avaient été aux belles promesses électorales de 1936. A quand la grève des loyers, après cette des ventes ?

Le 1<sup>er</sup> et II<sup>me</sup>, III<sup>me</sup> et IV<sup>me</sup>, XI<sup>me</sup> et XII<sup>me</sup>, XIII<sup>me</sup>, XIV<sup>me</sup>, XV<sup>me</sup>, XVI<sup>me</sup>, XVII<sup>me</sup>, XVIII<sup>me</sup>, XVIX<sup>me</sup>, XX<sup>me</sup>.

Aulnay-sous-Bois, Bagnolet, Bagnolet, Bobigny, Clichy, Champigny, La Courneuve, Gennevilliers, Les Lilas.

Livry-Gargan, Montgeron, Yerres, Brunoy, Montreuil, Le Pré-Saint-Gervais, Villeneuve-Saint-Georges.

## GROUPES J. A. C.

### REGION PARISIENNE

Ier et II<sup>me</sup>, III<sup>me</sup> et IV<sup>me</sup>, XI<sup>me</sup> et XII<sup>me</sup>, XIII<sup>me</sup>, XIV<sup>me</sup>, XV<sup>me</sup>, XVI<sup>me</sup>, XVII<sup>me</sup>, XVIII<sup>me</sup>, XVIX<sup>me</sup>, XX<sup>me</sup>.

Aulnay-sous-Bois, Bagnolet, Bagnolet, Bobigny, Clichy, Champigny, La Courneuve, Gennevilliers, Les Lilas.

Livry-Gargan, Montgeron, Yerres, Brunoy, Montreuil, Le Pré-Saint-Gervais, Villeneuve-Saint-Georges.

## PROVINCE

Alger, Chambéry, Grenoble, Lille, Lyon-Ville, Villeurbanne, Marseille, Montpellier, Saint-Vincent-la-Rivière, Toulouse, Valenciennes.

**Le coin des chômeurs**

### CHOMEURS, ON SE MOQUE DE VOUS !

Le coût de la vie augmente tous les jours et le chômage ne diminue pas, au contraire. Les statistiques officielles montrent quand on analyse dans les journaux une diminution du nombre des chômeurs.

Peut-être que par des manœuvres et des règlements amis on arrive à diminuer le nombre des chômeurs secourus — et comment — mais on ne nous empêchera pas de constater la fermeture simultanée de certains établissements ou le congélation global dans les magasins, ateliers et chantiers.

Exploitant notre misère les politiciens démagogues sont montés au pouvoir en nous promettant du pain et du travail.

Qu'ayons-nous obtenu depuis que les contrats collectifs ont donné quelques améliorations à nos camarades travailleurs ? Tout juste trois francs par jour.

C'est la misère en permanence dans nos foyers sans compter les tracasseries administratives, le mouchardage, les expulsions, la maladie et... le suicide, seule issue pour les désespérés.

Que font ceux qui nous ont promis une meilleure situation ?

Ils décident de sacrifier trente-deux millions (32) — une paille — pour recevoir les souvenirs anguils.

Le roi d'Angleterre serait-il, par hasard, Front populaire ?

On ne nous l'a pas encore dit, mais ça viendra, donc les chômeurs et les vieux travailleurs peuvent bien attendre un peu. D'ailleurs on ne nous oubliera pas puisque des propositions sont formulées, pendant ce temps à Paris, déjà si mal.

Pendant ce temps là pour amuser la galerie et non faire prendre patience et retrouver la confiance on organise un match de boxe entre quelques députés dans les couloirs du Casino, de la place de la Concorde.

Ca ne concorde pas du tout avec notre situation.

Le petit sacrifice que l'on nous impose pour le roi d'Angleterre — autrefois c'était pour le roi de Prusse — quelques millions de plus à ajouter aux milliards de la défense nationale ça ne se verra pas en marchant vite et nous n'aurons qu'à servir un crân à notre ceinture si cela est encore possible en attendant que la prochaine fraîche et joyeuse nous fasse passer le gant, au moins une fois.

C'est tout au moins ce que doivent penser eux qui est chargé de veiller à la bonne marche des affaires du pays et au bonheur du troupeau bêlant que nous sommes.

Il existait jadis un mot d'ordre : « Pas un homme pas un sou pour la guerre », nos élus en ont un autre aujourd'hui : « Pas un sou pour les chômeurs des milliards pour la guerre ». —

Tout pour la mort, rien pour la vie.

Ce n'est pas notre avis et il nous faut le crié bien fort pour que l'on nous entende et si cela n'est pas suffisant il y a toujours d'autre moyen d'attirer sur nous l'attention des pouvoirs publics et la solidarité dans l'action du monde du travail.

Pour l'avenir de nos descendants ne nous laissons pas avilir.

Reagir, réagir, réagir doit être notre mot d'ordre.

FRANCOIS ROSE.

### Les faits qui parlent

**A Stains deux chômeurs s'étant bagarrés et la police étant intervenue l'un des deux est en prison en attendant que l'on statue sur son cas.**

**Le Maire supprime son secours de chômage ainsi que celui de la femme.**

**L'incapable qui fit sauter la chaufferie à la maternité Jean-Jaurès et infligea ainsi une mort à 14.000 francs à la ville, indûment de mœurs douceaines est maintenu au chômage.**

**Le premier n'est pas communiste et le second est un homme de main de M. le Maire qui est communiste.**

**Tout sixpence.**

**On parle beaucoup de réduire les chômeurs qui ne peuvent plus trouver de travail dans leur profession.**

**Il y a chômage dans toutes les industries, quelle sera celle qui sera susceptible d'absorber les chômeurs, même réduits ?**

**Cela n'empêche pas la direction de certaines industries ou services publics de prendre du personnel parmi des retraités ou lieu d'embaucher des chômeurs.**

**Et les professions que l'on qualifie de saisonnières parce qu'elles ont des hauts et des bas dans le cours de la vente de leurs produits manufacturés à certaines époques, tendent à faire des heures supplémentaires ou à récupérer des jours de fête au lieu d'embaucher des chômeurs ; dans le faubourg St-Antoine il y en a des quantités ainsi que dans la confection. Les travailleurs de ces industries qui acceptent cette façon de faire, travaillent contre leurs propres intérêts en se rendant complices des patrons qui veulent maintenir une réserve d'ouvriers en chômage à opposer à ceux qui traillent.**

**Il faut que les travailleurs se refusent à la moindre récompensation même sous le prétexte de la défense nationale.**

**Le roi d'Angleterre sera-t-il, par hasard, Front populaire ?**

**On ne nous l'a pas encore dit, mais ça viendra, donc les chômeurs et les vieux travailleurs peuvent bien attendre un peu. D'ailleurs on nous oubliera pas puisque des propositions sont formulées, pendant ce temps à Paris, déjà si mal.**

**Pendant ce temps là pour amuser la galerie et non faire prendre patience et retrouver la confiance on organise un match de boxe entre quelques députés dans les couloirs du Casino, de la place de la Concorde.**

Ca ne concorde pas du tout avec notre situation.

**Le petit sacrifice que l'on nous impose pour le roi d'Angleterre — autrefois c'était pour le roi de Prusse — quelques millions de plus à ajouter aux milliards de la défense nationale ça ne se verra pas en marchant vite et nous n'aurons qu'à servir un crân à notre ceinture si cela est encore possible en attendant que la prochaine fraîche et joyeuse nous fasse passer le gant, au moins une fois.**

**C'est tout au moins ce que doivent penser eux qui est chargé de veiller à la bonne marche des affaires du pays et au bonheur du troupeau bêlant que nous sommes.**

**Il existait jadis un mot d'ordre : « Pas un homme pas un sou pour la guerre », nos élus en ont un autre aujourd'hui : « Pas un sou pour les chômeurs des milliards pour la guerre ». —**

**Tout pour la mort, rien pour la vie.**

**Ce n'est pas notre avis et il nous faut le crié bien fort pour que l'on nous entende et si cela n'est pas suffisant il y a toujours d'autre moyen d'attirer sur nous l'attention des pouvoirs publics et la solidarité dans l'action du monde du travail.**

**Pour l'avenir de nos descendants ne nous laissons pas avilir.**

**Reagir, réagir, réagir doit être notre mot d'ordre.**

**FRANCOIS ROSE.**

### UN GROUPE DE CHOMEURS.

### SAVIGNY-SUR-ORGE

Malgré une destruction systématique de toutes nos affiches, qui ne doivent pas plaire à nos patriotes et nationalistes, c'est devant une soixantaine de camarades que A. Falorni put faire sa conférence « La Patrie ce Mensonge ». Après avoir montré que, pour le prolétariat, il n'avait pas de Patrie, l'orateur exposa que ce que l'on appelle Patrie, ce n'était en réalité que l'international Capitaliste, qui pour sauvegarder ses priviléges dressé l'un contre l'autre par une campagne de presse les prolétaires qui, eux, n'ont absolument rien à défendre. En résumé, bonne soirée qui a permis à quelques camarades de nous rejoindre. Une petite collecte ayant été faite, nous l'avons partagée entre la P.H. et l'U.A. — Le Groupe.

Ribolini fit appel de ce jugement injuste et le ministère public, trouvant que la condamnation n'était pas assez élevée, il appela au minimum. Le jugement fut rendu le 8 juin, à Aix, après une brillante plaidoirie, qui impressionna les juges, de M. Multedo qui, pendant plus d'une heure, plaide avec cœur, et démonte un à un les arguments, jeta bas le rapport du commissaire de police et de ses mouchards, et demanda l'acquittement de son client. Le tribunal, comme toujours, ne voulant pas déjouer l'arrêt du tribunal correctionnel, pôtra la peine de 2 ans à 1

Défendre les 40 heures à Genève c'est bien.

Mais refuser de collaborer, en France, à leur sabotage serait mieux.

## L'IMPUISANCE OUVRIERE

La réaction triomphante.

Dans toute l'Europe, dans le monde entier, le capitalisme redresse la tête, plus dominateur que jamais. On avait pu croire, un instant, sa situation compromise. On avait pu penser que son agonie allait commencer. Penser cela, c'était oublier l'inertie des masses, la lâcheté des dirigeants.

Il y a quelque chose qui peut paraître étrange. lorsque les syndicats sont pauvres d'adhérents, on assiste alors à des débordements d'énergie. C'est à qui se déclarera le plus révolutionnaire, c'est à qui usera le plus des méthodes d'action directe, c'est à qui dira le plus fort : « Encore quelques adhérents et nous pourrons faire la révolution. »

Mais que survienne une vague comme celle de juin 36 et tous les dirigeants sont désespérés. Ils ont ces adhérents qu'ils appelaient, qu'ils espéraient, mais qu'ils ne souhaitaient pas. Car, maintenant il va falloir qu'ils œuvrent pour le peuple, pour la liquidation du régime capitaliste. Et ça, ils ne le peuvent pas, ils ne le veulent pas. Ils sont faits pour prêcher les luttes prochaines, la révolution future. Ils vivent de cette révolution à venir. Mais, dès qu'en paraît la possibilité, ils reculent avec terreur. Ce n'est pas cela qu'ils ont voulu. Parler ? Oui. Agir, non. Et pour reculer le plus loin possible le moment où il faudra agir, ils s'acharnent à se créer de nouveaux devoirs, de nouvelles responsabilités. Ils deviennent patriotes, nationalistes, français. Il y avait cinq cent mille syndiqués, il y en a cinq millions, ce n'est pas encore assez. Il leur faut tous les salariés, toute la classe moyenne, toute la paysannerie. Ça permet d'attendre. Et quand ils auront tout ça, il leur faudra encore quelque chose.

Et c'est là qu'est le drame, aussi bien sur le

## PROLÉTAIRE, RÉVEILLE-TOI !

plan national que sur le plan international.

Il y a l'Espagne. La F.S.I. s'est réunie dernièrement à Oslo. Une réunion pour rien, indigne d'un organisme international, de l'organisme représentant les ouvriers du monde. Un débat académique entre « Sir Citrine » valet du roi d'Angleterre, et le général « Jouhaux », secrétaire perpétuel de la C.G.T. et espoir de la Jeunesse Communiste, sur l'admission des syndicats russes.

Mais pour l'Espagne, pour la solidarité, pour l'aide effective à apporter à ceux qui meurent pour ne pas plier, rien à faire. Boycotter les exportations, les livraisons d'armes et de vivre à Franco et à ses amis ? Impossible. On risque de gêner trop d'intérêts. Aider les Espagnols en suivant de la bagarre les gosses, les femmes et les vieillards ? Impossible. La C.G.T. n'a, de reste, pas protesté quand, sous prétexte d'économies, M. Marx Dormoy, ministre de Front populaire, et héros de Cléchy, a renvoyé sous les bombes expérimentales de Hitler et de Mussolini, ceux qui croyaient avoir, en France, trouvé un abri.

Cependant, il me souvient (c'était avant l'avant-dernière) que des corporations, menant contre le patronat des luttes très longues, envoyait pour

## Garnier est enfin libéré !

Cette affaire n'a pas fini de faire couler de l'encre, malgré nos staliniens qui, devant les dégâts dans leur propre clan, ont adopté une attitude de prudente neutralité. Labrousse, secrétaire de la Fédération du bâtiment demandait pour Garnier, 5 années de prison. Bien que reconu non-coupable, celui-ci fut néanmoins condamné à 2 mois.

Les communistes ont compris leur gaffe à l'élection législative partielle qui eut lieu récemment.

Les candidats du front populaire avaient réuni plus de 40.000 voix contre 7.000 à la droite. Malgré cette supériorité, le candidat réactionnaire fut élu au second tour avec une majorité de 1.000 voix.

Mais occupons-nous de la question syndicale : La minorité de la Loire avait organisé un grand meeting à l'occasion de la libération de Garnier. Malgré le beau temps, l'ouverture de la pêche et les élections, la réunion s'ouvrit devant plus de 2.000 personnes.

Nos camarades Arnaud, des mineurs ; Soulrier, des types ; Dupperay, de la « Voix Syndicaliste » ; Thévenon, des instituteurs expliqueront pourquoi on avait voulu la condamnation de Garnier et David. Puis Garnier, libéré le matin même, dénonça la trahison stalinienne et les provocations partielles.

Ce meeting fut le premier organisé, depuis l'unité, à Saint-Etienne, par des organisations syndicales minoritaires de la C.G.T. Nous réussissons à réunir 2.000 personnes lorsqu'un secrétaire de la C.G.T. en rassemble 1.000 dans un meeting organisé par l'Union départementale.

Le succès doit nous encourager à lutter plus encore. Il faut organiser un autre grand meeting pour exiger la libération de David.

Pierre Méallier.

# Le libertaire syndicaliste

## L'Etat comprime et la loi triche

Nous avons parlé, la semaine dernière, de cette réunion des Fédérations confédérées émues des licenciements massifs des salariés syndiqués.

Dans le Peuple du jeudi 16 juin, René Belin, directeur de « Syndicats », revient sur ce sujet, qu'il examine et analyse dans ses moindres détails.

Un patron, dit-il, n'a pas le droit de renvoyer un ouvrier ou un employé parce qu'il est syndiqué. Une loi qui remonte à 1884 donne aux salariés le droit de se grouper en syndicats professionnels.

Ce droit, écrit Belin, ce n'était pas aux employeurs de le donner aux travailleurs. C'est la loi, plus forte que la volonté patronale, qui autorise les travailleurs à se former en syndicats.

Evidemment, il y a la loi sur le droit d'être syndiqué. Il y a aussi la loi sur la semaine de 40 heures. Il y a aussi la loi sur les délégués d'atelier.

Seulement, les lois, il n'y a que les travailleurs qui sont tenus de s'y conformer. Nul devoir, dit l'International, ne s'impose aux riches.

Pour que les ouvriers syndiqués ne soient plus renvoyés des entreprises capitalistes, il est indispensable que joue la solidarité ouvrière de tous les instants. Il faut aussi que l'action syndicale ne soit pas un vain mot. Le remède, ce n'est pas le respect des lois. C'est un syndicalisme libre, uni et révolutionnaire.

R.

## La grève est la seule arme libératrice

Maintenant que l'expérience du Front populaire est consummée, alors que cette phase de la vie politique française, avec les remous sociaux et politiques qui l'ont accompagnée, est déjà dans le domaine de l'histoire, le moment semble venu de faire un examen rétrospectif de cette période si agitée. De toutes parts ce ne sont que plaintes, récriminations, considérations amères et désabusées, et la grande espérance de mai-juin 1936 est en train de combler dans les combinaisons miteuses et sordides des politiciens à la petite semaine.

Mais il y a plus grave : la hausse générale des prix ayant réduit à néant les augmentations de salaires arrachées en juin, la doute s'est emparé des esprits et de nombreux syndicalistes commencent à émettre des réserves sur la valeur de l'arme suprême des exploités : la grève. Selon ces camarades, l'augmentation des salaires consécutive à la grève ne serait qu'une chimère décevante, les capitalistes ayant le pouvoir d'élever artificiellement les prix des objets de consommation.

Il apparaît donc que les phénomènes économiques ne sont nullement déterminés par des volontés arbitraires (2). S'il en était ainsi, d'ailleurs, nous ne voyons pas pourquoi les capitalistes attendraient les grèves pour éléver les prix et surtout, serait incompréhensible la résistance acharnée qu'ils opposent aux revendications ouvrières.

Supposons, comme en 1936, une grève suivie de hausse générale des salaires (toutes industries). En admettant que les ouvriers consacrent leur supplément de salaire à l'achat, mais en plus grande quantité, des mêmes produits de nécessité courante qu'ils consommaient déjà auparavant, il est sûr que, LA DEMANDE ETANT PLUS GRANDE, il y aura hausse des prix. Prenez donc deux industries, automobiles de luxe et chaussure. L'ouvrier augmente ne va plus se contenter de deux paires par an ; il en veut maintenant trois paires. Si le fabricant de chaussures a bien augmenté ses ouvriers, l'augmentation bien plus considérable de la demande (puisque elle porte sur tous les ouvriers du pays) va lui permettre d'augmenter ses prix bien au delà et de réaliser un surprofit. Mais, d'autre part, les ressources de la bourgeoisie dans son ensemble n'auront pas augmenté (la demande

est restée stationnaire dans les industries de luxe, qui tiennent une place très importante), notre fabricant d'automobiles, qui paiera lui aussi les augmentations de salaires, ne pourra pas augmenter ses prix, la demande n'ayant pas changé. Payant ses ouvriers plus cher sans pouvoir majorer ses prix, SON PROFIT A BAISSE.

Que va-t-il se passer alors ?

On sait qu'en économie capitaliste, les capitaux sont essentiellement mobiles. Ils vont immédiatement quitter l'automobile, qui ne rend plus, et se porter vers la chaussure. Ces flux de capitaux va permettre d'augmenter la production des usines existantes et d'en construire de nouvelles. Rapidement, l'offre va se hisser au niveau de la demande. PUIS LA DEPASSER.

Il s'ensuivra inévitablement la baisse des prix des chaussures, qui redescendront à leur ancien niveau, et les profits des diverses branches industrielles s'égaliseront. Mais attention : prix redevenus ceux d'avant la grève, et salaires, augmentés. Le profit a diminué. L'augmentation générale des salaires a été exactement compensée par la diminution générale des profits : seulement, il y a plus de capitaux dans la fabrication d'objets consommés par les ouvriers. Les ouvriers consomment plus. Il y a moins de capitaux dans les industries de luxe, dont les objets sont consommés par les bourgeois. Les bourgeois consomment moins. (Le profit ayant baissé dans toutes les industries, les capitalistes achèteront moins d'automobiles de luxe, la demande de ce produit baissera ; la production, réduite depuis le départ des capitaux pour l'industrie de la chaussure, ne parviendra pas à se relever, puisque le profit — avec des prix inchangés et des salaires plus élevés — restera bas).

L'augmentation des salaires aura donc été avantageuse pour la classe ouvrière, puisqu'elle consomme plus de chaussures qu'aujourd'hui (plus de viande, plus de vin, plus de vêtements, etc.).

Elle aura été désavantageuse pour la classe capitaliste, qui consomme moins d'objets de luxe. Et il va de soi que si les relevés de salaires permettent aux ouvriers d'acheter des objets de luxe, la démonstration du caractère avantageux des grèves devient totalement superficie (3).

Et pourtant, dans le cas des grèves de juin, le bénéfice des augmentations de salaires n'a pas été aussi important que pendant un temps très court. Les prix ont bien augmenté comme il était prévu, mais aucune baisse n'a suivi, bien au contraire ; ce qui semblerait donner raison aux camarades qui croient que la bourgeoisie peut reprendre d'une main ce qu'elle a lâché de l'autre, récupérer dans le domaine de la consommation ce qu'elle a dû concéder dans celui de la production.

Cette contradiction troublante, nous nous proposons de l'examiner dans un prochain article, ainsi que les vrais buts de la grève.

MARCEL GUENEC.

(1) V. L'Economie Capitaliste, de R. Louzon (préface).

(2) K. Marx : Salaires, prix et profits.

(3) K. Marx, id.

## Les fonctionnaires auraient-ils compris ?

Malgré les instances — de pure forme d'ailleurs — des parlementaires de gauche auprès du président du Conseil, celui-ci n'a rien voulu savoir pour accorder aux fonctionnaires une augmentation de salaire que revendiquent leurs syndicats.

M. Daladier a, pour justifier ce refus, des tas de raisons. Certes, il est de cœur avec les fonctionnaires, ces dévoués serviteurs de l'Etat ; certes, il ne conteste pas la légitimité de leurs revendications, mais il regrette de ne pouvoir subir à la trésorerie des charges nouvelles.

Un tel effort financier est fait, actuellement pour la défense nationale : tant de millions seront dépensés pour recevoir le royal crédit à l'Angleterre que M. Daladier complète bien sûr les fonctionnaires pour qu'ils patientent et se contentent, pour le moment, de vagues promesses.

Très depuis du peu de chaleur que les députés ont apporté à défendre leur cause, les fonctionnaires syndicalistes semblent décidés à agir eux-mêmes.

Les vrais responsables seront les Pouvoirs publics qui se sont montrés incapables de ramener l'économie française, à nouveau déclinante ;

C'est avec des armes du genre de cette protestation que les fonctionnaires se sont battus en 1936 pendant que les ouvriers de l'industrie privée étaient occupés.

Le Comité central tient à rappeler que le mauvais état dans lequel se trouvent les finances publiques depuis 1931, et que les dernières mesures gouvernementales n'ont pas été, n'est nullement fait, puisque depuis 1930 les traitements et salaires des agents des services publics n'ont bénéficié d'aucune augmentation, mise à part l'allocation spéciale de chemin de fer.

Le Comité central tient à rappeler que le mauvais état dans lequel se trouvent les finances publiques depuis 1931, et que les dernières mesures gouvernementales n'ont pas été, n'est nullement fait, puisque depuis 1930 les traitements et salaires des agents des services publics n'ont bénéficié d'aucune augmentation, mise à part l'allocation spéciale de chemin de fer.

Le Comité central tient à rappeler que le mauvais état dans lequel se trouvent les finances publiques depuis 1931, et que les dernières mesures gouvernementales n'ont pas été, n'est nullement fait, puisque depuis 1930 les traitements et salaires des agents des services publics n'ont bénéficié d'aucune augmentation, mise à part l'allocation spéciale de chemin de fer.

Le Comité central tient à rappeler que le mauvais état dans lequel se trouvent les finances publiques depuis 1931, et que les dernières mesures gouvernementales n'ont pas été, n'est nullement fait, puisque depuis 1930 les traitements et salaires des agents des services publics n'ont bénéficié d'aucune augmentation, mise à part l'allocation spéciale de chemin de fer.

Le Comité central tient à rappeler que le mauvais état dans lequel se trouvent les finances publiques depuis 1931, et que les dernières mesures gouvernementales n'ont pas été, n'est nullement fait, puisque depuis 1930 les traitements et salaires des agents des services publics n'ont bénéficié d'aucune augmentation, mise à part l'allocation spéciale de chemin de fer.

Le Comité central tient à rappeler que le mauvais état dans lequel se trouvent les finances publiques depuis 1931, et que les dernières mesures gouvernementales n'ont pas été, n'est nullement fait, puisque depuis 1930 les traitements et salaires des agents des services publics n'ont bénéficié d'aucune augmentation, mise à part l'allocation spéciale de chemin de fer.

Le Comité central tient à rappeler que le mauvais état dans lequel se trouvent les finances publiques depuis 1931, et que les dernières mesures gouvernementales n'ont pas été, n'est nullement fait, puisque depuis 1930 les traitements et salaires des agents des services publics n'ont bénéficié d'aucune augmentation, mise à part l'allocation spéciale de chemin de fer.

Le Comité central tient à rappeler que le mauvais état dans lequel se trouvent les finances publiques depuis 1931, et que les dernières mesures gouvernementales n'ont pas été, n'est nullement fait, puisque depuis 1930 les traitements et salaires des agents des services publics n'ont bénéficié d'aucune augmentation, mise à part l'allocation spéciale de chemin de fer.

Le Comité central tient à rappeler que le mauvais état dans lequel se trouvent les finances publiques depuis 1931, et que les dernières mesures gouvernementales n'ont pas été, n'est nullement fait, puisque depuis 1930 les traitements et salaires des agents des services publics n'ont bénéficié d'aucune augmentation, mise à part l'allocation spéciale de chemin de fer.

Le Comité central tient à rappeler que le mauvais état dans lequel se trouvent les finances publiques depuis 1931, et que les dernières mesures gouvernementales n'ont pas été, n'est nullement fait, puisque depuis 1930 les traitements et salaires des agents des services publics n'ont bénéficié d'aucune augmentation, mise à part l'allocation spéciale de chemin de fer.

Le Comité central tient à rappeler que le mauvais état dans lequel se trouvent les finances publiques depuis 1931, et que les dernières mesures gouvernementales n'ont pas été, n'est nullement fait, puisque depuis 1930 les traitements et salaires des agents des services publics n'ont bénéficié d'aucune augmentation, mise à part l'allocation spéciale de chemin de fer.

Le Comité central tient à rappeler que le mauvais état dans lequel se trouvent les finances publiques depuis 1931, et que les dernières mesures gouvernementales n'ont pas été, n'est nullement fait, puisque depuis 1930 les traitements et salaires des agents des services publics n'ont bénéficié d'aucune augmentation, mise à part l'allocation spéciale de chemin de fer.

Le Comité central tient à rappeler que le mauvais état dans lequel se trouvent les finances publiques depuis 1931, et que les dernières mesures gouvernementales n'ont pas été, n'est nullement fait, puisque depuis 1930 les traitements et salaires des agents des services publics n'ont bénéficié d'aucune augmentation, mise à part l'allocation spéciale de chemin de fer.

Le Comité central tient à rappeler que le mauvais état dans lequel se trouvent les finances publiques depuis 1931, et que les dernières mesures gouvernementales n'ont pas été, n'est nullement fait, puisque depuis 1930 les traitements et salaires des agents des services publics n'ont bénéficié d'aucune augmentation, mise à part l'allocation spéciale de chemin de fer.

Le Comité central tient à rappeler que le mauvais état dans lequel se trouvent les finances publiques depuis 1931, et que les dernières mesures gouvernementales n'ont pas été, n'est nullement fait, puisque depuis 1930 les traitements et salaires des agents des services publics n'ont bénéficié d'aucune augmentation, mise à part l'allocation spéciale de chemin de fer.

Le Comité central tient à rappeler que le mauvais état dans lequel se trouvent les finances publiques depuis 1931, et que les dernières mesures gouvernementales n'ont pas été, n'est nullement fait, puisque depuis 1930 les traitements et salaires des agents des services publics n'ont bénéficié d'aucune augmentation, mise à part l'allocation spéciale de chemin de fer.

Le Comité central tient à rappeler que le mauvais état dans lequel se trouvent les finances publiques depuis 1931, et que les dernières mesures gouvernementales n'ont pas